Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

DIRECTION GENARALE DES ROUTES

UNITE NATIONALE DE COORDINATION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA CONNECTIVITE ET DE LA RESILIENCE DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES

STRATEGIE DE PASSATION DES MARCHES POUR LE DEVELOPPEMENT (PPSD) DU PROGRAMME MALI-NSS

Date : FEVRIER 2025

Table des matières

I. CONTEXTES STRATEGIQUE ET INSTIUTUTIONNEL.....3
II. PRESENTATION SOMMAIRE DU PAYS DE L'EMPRUNTEUR ET DU MARCHE.....3
2.1 Evaluation stratégique du contexte opérationnel et de l'emprunteur.....3
2.2 Contexte opérationnel.....4
2.2.1 Aspects sur la gouvernance.....4
2.2.2 Aspects économiques.....7
2.2.3 Aspects de durabilité.....8
2.2.4 Aspects technologiques.....9
2.2.5 Aspects passation des marchés :.....10
2.4. Concept et description du Projet :.....13
III. Evaluation de la Capacité de l'Emprunteur et de l'Unité de Coordination du Projet.....14
3.1. Arrangement institutionnel de la mise en œuvre du projet 14
3.2.2. Capacités et aptitudes pour la gestion des contrats.....18
3.2.3. Conclusions clés.....19
IV. ANALYSE DU MARCHE PAR CATEGORIE.....20
4.4. Contrats de contrôle et surveillance des travaux.....23
IV. ANALYSE DES RISQUES LIES A LA PASSATION DES MARCHES 24
V. TYPES D'ARRANGEMENT RECOMMANDES POUR LE PROJET EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES.....28
5.1. Amélioration des corridors résistants au changement climatique (224,0 million de dollars).....33
5.1.2 Construction/Réhabilitation résiliente de poste de pesage/péage et parking pour poids lourds (10,85 millions de dollars).....34
5.1.4 Réalisation d'études techniques et élaboration d'instruments des NES pour les tronçons Douentza- Gao (400 km) de la RN16 et Ségou – Sévaré (400 km) de la RN6 (3,4 millions de dollars).....35
5.2. Aménagements connexes (10,52 millions de dollars).....35
5.2.1. Aménagement/réhabilitation d'infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, gares routières, centres pour handicapés et de forages ; ainsi que des centres multifonctionnels/unités de transformation des produits agricoles et d'élevage (UTA) et équipements de conservation pour les femmes.....35
5.2.2. Aménagement de 200 km de pistes rurales.....35
VI. **RESUME DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT EN PASSATION DES MARCHES**.....35

STRATEGIE DE PASSATION DES MARCHES DU PROJET POUR LE DEVELOPPEMENT (PPSD)

I. CONTEXTES STRATEGIQUE ET INSTIUTUTIONNEL

La traduction en actes concrets des engagements des assises nationales de la refondation, a conduit le Gouvernement de Transition du Mali à mettre en œuvre une stratégie pour l'amélioration des infrastructures et équipements de transport en vue du désenclavement intérieur et extérieur du pays et l'accès des populations aux services socioéconomiques de base. Cette stratégie a pour objectif principal de stimuler une dynamique renforcée de développement économique, social et culturel dans toutes les régions du pays. Même si certaines de ces régions sont confrontées à une problématique spécifique de développement largement influencée par les conditions délétères de sécurité qui y prévalent, il convient de noter que la problématique de sécurité est, de manière générale, un défi majeur pour le développement socio-économique de l'ensemble du Mali. Cette stratégie traduit une expression forte de la volonté politique du Gouvernement du Mali d'apporter des réponses appropriées à la problématique multidimensionnelle du développement socioéconomique et cultuel du pays et à l'amélioration des conditions de bien-être des populations qui y vivent. L'objectif général visé est de contribuer au développement économique et social du Mali en général à travers la dynamisation du trafic routier avec le Sénégal qui constitue l'une des principaux débouchés du pays sur la mer.

Au plan institutionnel, la prise du décret N°2023-0232/PT-RM du 07 avril 2023 fixant le cadre institutionnel de pilotage et de coordination des projets et programmes de transports et infrastructures de transport financés par la Banque Mondiale règle la problématique d'ancrage institutionnel des projets du secteur. L'Unité Nationale de Coordination (UNC) sous l'autorité de la Direction Générale des Routes (DGR) sera chargée de la préparation, de la gestion et de la mise en œuvre du projet, en conformité avec le décret Nº2023-02-32/PM-RM du 7 avril 2023. La Direction Générale des Routes a pour mission l'élaboration des éléments de la politique nationale dans le domaine des routes et des ouvrages d'art, la coordination et le contrôle des activités des services et organismes publics qui concourent à la mise en œuvre de cette politique.

II. PRESENTATION SOMMAIRE DU PAYS DE L'EMPRUNTEUR ET DU MARCHE

2.1 Evaluation stratégique du contexte opérationnel et de l'emprunteur

Le Mali, un vaste pays continental situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, couvre une superficie de 1.241.238 km2 et est principalement à vocation agro-sylvo-pastorale. Le pays occupe une position stratégique en partageant ses frontières (longues d'environ 7.000 km) avec sept autres pays (Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger et Sénégal). Son climat est de type tropical avec une pluviométrie aléatoire variant de moins de 100 à 1 200 mm/an du Nord au Sud. La population est

estimée à 22 395 485 habitants (Institut national de la statistique malien 2023).

Au plan politique, issu de l'éclatement, en septembre 1960, de l'éphémère fédération du Mali avec le Sénégal, le Soudan français accède à l'indépendance et adopte le nom du prestigieux empire médiéval du Mali. Son premier président, Modibo Keita, place le pays dans le camp socialiste. Il est renversé, en 1968, par le coup d'État du général Moussa Traoré, qui impose un pouvoir dictatorial à parti unique durant vingt-deux ans. En 1990, la population malienne se soulève et réussit à instaurer la démocratie avec l'aide d'une partie de l'armée. Durant les décennies qui suivent, les difficultés économiques, la rébellion touarègue dans le nord du pays et le terrorisme à connotation islamique fragilisent le pouvoir démocratique et entraînent plusieurs coups d'États militaires.

L'économie du Mali reste dominée par le secteur primaire et notamment agricole. Les secteurs secondaire (industrie) et tertiaire sont peu développés. L'agriculture est en butte à des difficultés récurrentes : sécheresses répétitives depuis les années 1970, baisse du prix des matières premières produites, comme le coton, hausse des coûts de production (intrants et carburants). La production aurifère est importante au Mali. Le secteur industriel étant peu développé, le Mali importe une grande partie des biens de consommation.

2.2 Contexte opérationnel

2.2.1 Aspects sur la gouvernance

Ces dernières années, la situation politique et sécuritaire a été marquée par une instabilité notable, avec des attaques répétées par des groupes armés, notamment dans le nord et le centre du Mali. C'est ainsi qu'en début de l'année 2012, il y a eu un coup d'Etat militaire et une occupation des régions du nord par des groupes armés. Ces événements, très douloureux pour le Mali, ont été suivis par le déploiement de forces militaires Françaises (Barkane) et des Nations Unies au Mali (MINUSMA). Les élections présidentielles et législatives se sont déroulées pacifiquement au Mali en 2013. Les élections municipales se sont déroulées en novembre 2016. Encore une élection présidentielle a eu lieu en juillet 2018.
Un accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, a été signé en juin 2015. Toutefois, la sécurité, qui est essentielle pour assurer le rétablissement économique et la réduction de la pauvreté, reste fragile, avec des attaques persistantes principalement dans les régions du nord, puis du centre et tendent à s'étendre aux autres régions du Mali.

Sur le plan national, le Gouvernement a pris des mesures et est en train de redéployer l'administration dans le centre et le nord du pays dans les localités où elle avait replié.

En 2020, le pays a été secoué par un soulèvement populaire ayant conduit au renversement du président de la République et de son gouvernement le 18 août 2020. Des autorités de transition ont été mises en place (un président civil de transition, un vice-président militaire, un premier ministre et un conseil national de transition). Le Président et le premier ministre de transition seront limogés par la suite et le vice-président de transition le 24 mai 2021 prendra les rênes du pouvoir en nommant un nouveau premier ministre civil. Le pays est encore sous cette nouvelle transition.
Le gouvernement de la Transition au Mali a pour priorités les réformes politiques et institutionnelles, notamment le parachèvement du processus de réorganisation territoriale, l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle constitution, l'assainissement de l'écosystème politique, la réforme du système électoral et la poursuite du chantier de la décentralisation. Le but de la politique générale du gouvernement de la transition est de redresser la situation du pays, prendre en charge les aspirations profondes du peuple malien au changement escompté, au développement socioéconomique et culturel et à la restauration du climat de paix et de souveraineté du pays.

En matière de passation de marchés, le cadre réglementaire national a connu plusieurs réformes depuis 2007. Une évaluation du système national de passation des marchés basé sur la méthodologie de l'OCDE/DAC a été faite en septembre 2011 sur financement de l'Union européenne. L'évaluation du règlement de la passation des marchés a mis en avant le fait que les principes existants en matière de marché publics ainsi que la plupart des procédures avaient besoin d'être renforcés.
A cet égard, le gouvernement a pris les mesures suivantes : (i) adoption d'un plan d'action basé sur les conclusions du CPAR et du MAPS; (ii) mise en place d'un nouveau cadre légal et réglementaire dans le cadre du nouveau code de passation des marchés ; (iii) publication des mesures réglementaires pour la passation des marchés et des documents types d'appels d'offre ; (iv) création d'un organe de régulation pour la passation des marchés publics ; et (v) établissement des directions du contrôle de la passation des marchés au niveau des régions et des ministères techniques (Direction des Finances et du Matériel).
De plus, différentes mesures visant à réduire le cycle de passation des marchés et à stimuler l'exécution des budgets ont été prises par le Gouvernement, notamment : le Décret n° 2015-0604/PM-RM du 25 septembre 2015 et son Arrêté d'application N° 2015-3721/MEF-SG du 22 octobre 2015 portant respectivement code des marchés publics et des délégations de service public et les modalités d'application, relèvent les seuils de conclusion et d'approbation des marchés publics et réduisent le délai des différentes étapes du cycle de la passation des marchés. La double revue gouvernement/donateurs pour des contrats sujet à un examen à priori des donateurs est supprimée.
Le contexte opérationnel permet une bonne exécution de marchés publics car des réformes ont été mises en œuvre en vue d'améliorer la gestion

des marchés publics. Les différents textes adoptés depuis 2014 (i) ont maintenu la suppression du double examen gouvernement/donateurs pour des contrats sujet à l'examen préalable des donateurs ; (ii) étendent le champ d'application du Code à tous les contrats, indépendamment du montant ; et (iii) offrent de nouvelles méthodes de passation des marchés.
La Banque mondiale a évalué la réglementation du pays en matière de passation des marchés et a constaté que les principes et la plupart des procédures étaient conformes à ses normes. Sur un plan général, on considère que les nouvelles procédures de passation des marchés du pays ne sont pas en conflit avec le nouveau règlement de la Banque mondiale pour l'essentiel. Mais en cas de différend, les dispositions de la Banque mondiale prévalent.
Néanmoins, les défis demeurent et l'expérience en matière de passation des marchés publics au Mali a montré que (i) la plupart des agents publics dédiés changent fréquemment, maîtrisent peu ou pas les règles et procédures régissant la passation et la gestion des marchés publics d'une part et sont d'autres part, exposés aux influences de la part de leurs supérieurs hiérarchiques dans les prises de décisions; (ii) des retards importants sont enregistrés dans le processus de passation des marchés, avec une part significative au niveau de la préparation des documents d'appel d'offres (documents d'appel d'offres, appels d'offres) ; et des retards plus importants constatés dans l'étape de l'attribution des contrats et de la signature au sein des structures gouvernementales. Une des contraintes majeures du processus de passation des marchés aujourd'hui est l'imposition par la DGMP-DSP, d'une approbation préalable du marché par le ministre de tutelle du projet avant soumission à l'autorité légale d'approbation. Cette exigence qui ne figure ni dans le Code des marchés publics, ni dans aucun document officiel, constitue un facteur important de ralentissement de la passation des marchés.

Tab. 1 - Liste des principaux marchés à passer dans le cadre du programme

N°	**Libellé du marché**	**Type**	**Montant US$**	**Composante du Projet**
1	Travaux de réhabilitation du Tronçon Poste de péage - Diéma-Bougoutintin (76,85 km) y compris la section traversée Poste de péage - Diéma en 2x2 voies sur 7 km	travaux	94,652,695	**1**
2	Travaux de réhabilitation du tronçon Bougoutintin-Sandaré (60,818 km)	Tvx	78,924,642	
3	Contrôle et surveillance des travaux de	Cons	4,000,00	

Nº	Libellé du marché	Type	Montant US$	Composante du Projet
	réhabilitation Diéma -Bougoutintin (69,85 km) plus la traversée de Diéma en 2x2 sur 3 km		0	
4	Contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation et de construction du tronçon Bougoutintin- Sandaré (60,818 km)	Cons	4,000,000	
5	Travaux d'aménagement du poste de pesage/péage y compris la fourniture de 2 pèses - essieux (Diéma)	Tvx	5,932,203	
6	Travaux d'aménagement d'un parking pour poids lourds dans la localité de Sandaré	Tvx	3,389,830	
7	Etudes contrôle et surveillance des Travaux d'aménagement du poste de pesage/péage y compris la fourniture de 2 pèses -essieux (Diéma)	Cons	847,458	
8	Etudes, contrôle et surveillance des Travaux d'aménagement d'un parking pour poids lourds dans la localité de Sandaré	Cons	677,966	
9	Travaux d'aménagement de 6,10 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans la ville de Diéma	Tvx	8,556,550	
10	Travaux d'aménagement de 5,400 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans la ville Sandaré	Tvx	8,021,174	
11	Contrôle et surveillance des Travaux d'aménagement de 11 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans les villes de Diéma et Sandaré	Cons	2,542,373	
12	Etudes techniques complètes avec production du DAO des travaux de réhabilitation du tronçon Douentza – Gao (400 km) de la RN16	Cons	1,700,000	
13	Etudes techniques complètes avec production du DAO des travaux de réhabilitation du tronçon Ségou – Sévaré (400 km) de la RN16	Cons	1,700,000	
14	Travaux d'Aménagement/réhabilitation d'infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, centres pour handicapés et de forages ; ainsi que centres multifonctionnels/unités de transformation des produits agricoles et d'élevage (UTA) et équipements de conservation pour les femmes (Lots multiples) à intégrer dans les marchés de pistes rurales	Tvx	1,694,915	2
15	Etudes, Contrôle et Surveillance des Travaux d'Aménagement/réhabilitation d'infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, centres pour handicapés et de forages ; ainsi que centres multifonctionnels/unités de transformation des produits agricoles et d'élevage (UTA) et	Cons	338,983	

Nº	Libellé du marché	Type	Montant US$	Composante du Projet
	équipements de conservation pour les femmes			
16	Travaux d'aménagement de 200 km de pistes rurales dans les régions de Nioro et de Kayes en plusieurs lots	Tvx	7,796,610	
17	Etudes complète avec production de DAO des Travaux d'aménagement de 200 km de pistes rurales dans les régions de Nioro et de Kayes	Cons	169,492	
18	Contrôle et surveillance des travaux d'aménagement de 200 km de pistes rurales % dans les régions de Nioro et de Kayes	Cons	508,475	
19				

2.2.2 Aspects économiques

Le Mali continue de faire face à un contexte socio-économique marqué par des défis multiples, tant sur le plan interne qu'externe. Le pays traverse une période de transition politique et une crise sécuritaire qui impactent les dynamiques économiques et sociales. Sur le plan économique, la croissance enregistrée en 2023, selon les sources de la Direction nationale de la Planification du Développement (DNPD) du ministère de l'économie et des finances, s'élève à 4,7%, contre 3,5% en 2022. Elle est, en partie, due à l'amélioration de la production des secteurs primaires et tertiaires.

La production du secteur primaire a été modérée en 2023, avec un taux de croissance de 3,7%, contre 3,4% en 2022, soit une hausse de 1,2 point de pourcentage. La relance de la production du coton a impacté le niveau de production du secteur primaire. Le secteur secondaire, quant à lui, a connu une baisse de 0,9 points de pourcentage au cours de la période ; son niveau est passé de 1,6% en 2022 à 0,7% en 2023. Cette situation s'explique, en partie, par le ralentissement de la production de l'industrie textile, de l'électricité et de l'eau. Le secteur tertiaire a connu une amélioration de l'activité au cours de la période. Le taux de croissance enregistré s'élève à 6,6% en 2023, contre 6,3% en 2023, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage. Ce résultat s'explique par la production au niveau des branches de l'hôtellerie, de la restauration, du transport et des télécommunications. 3 Les contributions des secteurs (estimées en point de pourcentage) dans l'économie en 2023 se présentent dans le tableau ci-après :

ANNEES/SECTEURS	2019	2020	2021	2022	2023
Secteur primaire	1,5	-1,6	0,5	1,2	1,3
Secteur secondaire	1,0	0,0	0,1	0,3	0,2
Secteur tertiaire	1,6	0,5	2,1	2,2	2,4

Le taux d’inflation enregistré en 2023 est de 2,1%, contre 9,4% en 2022, soit une baisse significative de niveau 5,9% due à la reprise de l’approvisionnement correcte du marché.
Malgré les défis socio-économiques et sécuritaires, l’économie malienne se veut résiliente. Les perspectives, en 2024, se fondent sur diverses mesures importantes annoncées par le gouvernement, notamment : (i) la poursuite de la mise en œuvre de la loi d’orientation agricole ; (ii) la poursuite des réformes du secteur de l’énergie ; (iii) l’intensification de l’exploitation des ressources minières et minérales ; (iv) la réalisation des grands chantiers d’infrastructures routières, de transport et de télécommunication. Les secteurs des télécommunications/TIC et des postes entendent jouer un rôle central dans cette dynamique, grâce à l'expansion des réseaux de télécommunication et à l’amélioration de la connectivité dans les zones urbaines et rurales. L'accélération du déploiement de la fibre optique, les projets en cours pour introduire la 5G permettront, non seulement de renforcer l'accès à internet à haut débit mais aussi, de stimuler l'innovation dans divers secteurs économiques tels que l’agriculture, l’éducation, et la santé. La digitalisation des services publics, tant annoncée par les autorités, constitue un autre pilier de la modernisation de l'économie malienne. Les initiatives visant à numériser les processus administratifs et à simplifier l'accès aux services publics offrent des gains d'efficacité notables, tout en facilitant l'inclusion sociale et économique. Le recours à des solutions numériques, telles que les plateformes de paiement en ligne, les portails e-gouvernement et les applications mobiles pour les services sociaux, contribue à améliorer la transparence, à réduire les coûts et à accélérer le développement du capital humain.
Le marché national est entièrement ouvert à la concurrence pour toutes les entreprises (nationales comme étrangères).
La préférence communautaire n’est applicable qu’à des marchés généralement financés sur Budget national. Pour les marchés sur financement des partenaires extérieurs, la réglementation malienne admet les règles dudit partenaire et n’impose pas le principe de la préférence communautaire.
Par ailleurs pour le cas de financement extérieur, les paiements des entreprises pour les travaux et prestations réalisés, sont faits conformément aux procédures du partenaire mais le processus d’approbation engagé par le maître d’ouvrage passe par la tutelle et les structures du Ministère de l’Economie et des Finances.

2.2.3 Aspects de durabilité

À l'instar de nombreux pays africains, le Mali est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Le climat sahélien étant variable dans le temps et l’espace, les projections des modèles climatiques sont plus incertaines pour l’Afrique subsaharienne que dans d’autres régions du globe, notamment en ce qui concerne le cycle de l’eau et de la végétation qui sont des facteurs clé pour l’agriculture et la sécurité alimentaire.

C’est pourquoi la protection, la défense de l’environnement et la promotion de la qualité de la vie sont des préoccupations majeures inscrites dans la Constitution du pays.
Le travail est protégé, au plan national, un code qui définit les règles relatives au contrat de travail et réglemente les institutions professionnelles et la liberté syndicale, est en vigueur.
Le Décret N°09-318/P-RM du 26 juin 2009 fixant les règles et procédures relatives à l’Etude d’Impact Environnemental et Social (EIES) apporte une avancée significative et constitue un instrument législatif important de protection de l’environnement applicable à tous les différents secteurs d’activités touchant l’environnement : ressources naturelles et environnement urbain, activités industrielles et artisanales, activités minières et agricoles, transport électrique, etc.
Aussi, lors de la passation et de l’exécution des marchés dans le cadre de projets dans les secteurs d’activités pouvant avoir des impacts sur l’environnement, ce Décret fixe les exigences strictes pour le respect des règles de procédures et de l’application des mesures édictés par les EIES.
Le programme prendra toutes les dispositions utiles pour la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementale et sociale conformément aux documents cadre élaborés (CGES, CPRP et PGPP). Le projet veillera à ce que les dispositions pertinentes en matière d’atténuation et de surveillance de l’EIES, du PGES et/ou du PAR, selon le cas, soient dûment incluses dans les contrats de travaux, de fournitures et de services et à ce qu’ils soient mis en œuvre dans l’exécution.

2.2.4 Aspects technologiques

Le secteur des télécommunications, malgré le contexte sociopolitique difficile du pays, continue son développement relativement rapide. Pour 2023, les chiffres[1] et les réalisations confirment le dynamisme du secteur des télécommunications/TIC. Avec un parc de 25 607 193 d’abonnés, le marché de la téléphonie en 2023 évolue remarquablement avec un taux de pénétration de 111%. Sur ce segment, la téléphonie mobile, à elle seule, compte 25 259 489 abonnés, effectif composé quasiment exclusivement de clients prépayés soit 99,99%. Quant à la téléphonie fixe, son parc compte 347 704 abonnés soit une progression de 2,91%, par rapport à 2022 à cause surtout de l’intérêt que portent les usagers à la technologie boucle radio (BLR) et à l’internet (ADSL). Le parc d’abonnés de l’internet a connu une forte croissance à cause de la diversification des offres et particulièrement, de l’engouement des usagers pour l’internet mobile avec la technologie 4G. On enregistre au total 13 409 405 abonnés à l’internet dont 75 957 fixes et 13 333 478 à l’internet mobile. L’avènement de la COVID 19 a amplifié l’utilisation de l’internet à travers le développement du télé travail, les regroupements de personnes étant proscrits comme mesures de prévention de la contamination.

[1] Rapport d’activités de l’Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications/TIC et Postes, 2023.

La fourniture de l'accès Internet au Mali passe par les trois opérateurs détenteurs de licence (SOTELMA-SA, Orange Mali S.A. et TELECEL) et quelques opérateurs alternatifs (AFRIBONE, ARC MALI, DOGON TELECOM, COMSAT, FIYEN MALI, COMPASS). L'Agence des Technologies de l'Information et de Communication (AGETIC), une structure étatique, offre des services Internet pour l'Administration d'Etat. Une quatrième licence de téléphonie mobile est en cours d'attribution. L'avènement de la fibre optique a considérablement amélioré l'offre de services internet aux usagers.

Malgré ces résultats, les enquêtes de satisfaction réalisées montrent que les coûts de communication sont perçus comme élevé par les utilisateurs. En effet, le secteur est dominé actuellement par trois (3) opérateurs et un quatrième est en cours de sélection.

L'ouverture du marché à de nouveaux opérateurs et les investissements de mise à niveau seront des opportunités pour la baisse du coût d'accès et le renforcement de la contribution de la branche des TIC à la croissance économique.
La disponibilité de ces technologies constitue une opportunité majeure pour la mise en œuvre du projet, car l'utilisation de la technologie permet une mise en œuvre diligente de la plupart des activités du projet (le suivi communautaire des travaux à travers l'engagement citoyen, l'utilisation du GEMS et Mapillary).
L'extension de la crise sécuritaire au Centre et au Sud du pays a conduit la Banque Mondiale à initier un mécanisme de suivi des activités à distance. Il s'agit de l'utilisation de plateforme électronique pour la collecte et la remontée de données relatives à la mise en œuvre des activités de terrain. L'ossature de ce mécanisme est le système GEMS, qui permet de collecter, analyser et visualiser des données géospatiales en temps réel. Le PROGRAMME MALI-NSS s'inscrira dans cette dynamique en préparant les partenaires d'exécution du programme à l'utilisation ce mécanisme. Les services techniques partenaires du programmes (DGR, ANASER, FER-Mali, INFP-BTP, DGT, AGEROUTE etc…), les prestataires d'exécution (entreprises, bureaux de contrôle et surveillance des travaux, ONG) seront formés sur l'utilisation du GEMS et seront équipés en conséquence pour collecter et faire remonter toutes les informations relatives à la réalisation des activités. Cette démarche sera incluse dans les TDR pour le recrutement de ces partenaires. Le GEMS pourra être couplé à Mapillary qui est la plateforme de cartographie automatique rendant accessible des images de routes et des données cartographiques.

Par ailleurs, depuis l'avènement de la COVID 19 en 2020, la plus part des organismes (publics, privés, programmes et projets) ont adoptés des supports électroniques de communication en ligne pour assurer une coordination efficace entre les différentes parties prenantes du programme (autorités centrales et locales, entreprises, bureaux d'études et de contrôle et les communautés bénéficiaires)..

Tout cela contribuera à un suivi efficace et à temps réel des activités de terrain du programme et facilitera les prises de décisions pour corriger les lacunes et faiblesses décelées.

2.2.5 Aspects passation des marchés :

Au Mali, la passation des marchés publics est régie par :

1. le décret N°2015-0604/P-RM du 25 Septembre 2015 portant « CODE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC » et son décret modificatif (décret N°2016-0920/P-RM du 6 Décembre 2016) et aussi l'Arrêté No. 2015-3721/MEF-SG daté du 22 octobre 2015 fixant les modalités d'application du décret. Le Code décrit toutes les procédures nationales de passation des marchés qui sont en harmonie avec les principes de l'UEMOA. Ce décret fixe les règles applicables à la passation, l'approbation, l'exécution, le règlement et le contrôle des marchés publics et aux procédures de passation des délégations de service public, mises en œuvre par les autorités contractantes.
2. L'organe de régulation est l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (ARMDS) qui a été créée par la Loi n°08-023 du 23 juillet 2008.
3. L'organe de contrôle est la Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (DGMP-DSP).

Les procédures de passation des marchés publics et des délégations de service public, quel qu'en soit le montant, sont soumises aux principes suivants :

- L'économie et l'efficacité du processus d'acquisition ;
- Le libre accès à la commande publique ;
- L'égalité de traitement des candidats, la reconnaissance mutuelle ;
- La transparence des procédures, et ce à travers la rationalité, la modernité et la traçabilité des procédures.

La participation d'un soumissionnaire qui est un établissement public, une société d'Etat, une société à participation publique majoritaire, un organisme contrôlé par l'Etat ou une collectivité décentralisée de droit public à une procédure de passation de marché public doit se réaliser sans distorsion de la concurrence vis-à-vis de soumissionnaires privés.

Les achats de l'Etat et des Etablissements Publics dont la valeur est inférieure aux seuils de passation des marchés publics font l'objet des procédures de sollicitation de prix suivantes :

- Demande de Cotations (DC) pour les achats dont les montants sont inférieurs à 5 000 000 FCFA ;
- Demande de renseignement et de prix à compétition restreinte (DRPR) pour les achats dont les montants sont supérieurs ou égaux à 05 millions et inférieurs aux montants ci-après :

- 25 000 000 FCFA pour les travaux et les fournitures et services courants ;
- 15 000 000 FCFA pour les prestations intellectuelles

- Demande de renseignement et de prix à compétition Ouverte (DRPO) pour les montants supérieurs ou égaux à :
  - 25 000 000 FCFA mais inferieurs à 100 000 000 FCFA pour les travaux ;
  - 25 000 000 FCFA mais inferieurs à 80 000 000 FCFA pour les fournitures et services courants ; et
  - 15 000 000 FCFA mais inferieurs à 70 000 000 FCFA pour les prestations intellectuelles.

En ce qui concerne la DRPO, il est prévu de lancer un appel à la concurrence. Par contre, pour les deux premières procédures (DC et DRPR) les entreprises, fournisseurs ou prestataires doivent être choisis sur la base de la liste des entreprises, fournisseurs ou prestataires constituée suite à un avis de manifestation d'Intérêt et mise à jour avec les demandes spontanées d'inscription sur la liste des fournisseurs.

La DGMP-DSP a ses démembrements au niveau de chaque département ministériel nommée Cellule de passation des Marchés Publics (CPMP). La CPMP intervient pour les achats dont les montants sont supérieurs à 5 000 000 FCFA et inférieurs à :

- 100 000 000 FCFA pour les travaux ;
- 80 000 000 FCFA pour les fournitures et services courants ; et
- 70 000 000 FCFA pour les prestations intellectuelles.

La Commission d'attribution des marchés est l'organe technique mis en place par le Coordinateur pour appuyer l'UNC dans le processus de passation des marchés. Elle est composée comme suit :

- Des représentants de l'UNC dont l'un assurant la présidence ;
- Un représentant de la Direction des Finances et du Matériel (DFM) du Ministère ;
- Un représentant de la DGR selon les cas,
- Un représentant du service bénéficiaire éventuellement ;
- Un expert technique si l'UNC ne dispose pas de compétence avérée en la matière ;
- Un représentant de la DGMP-DSP en tant qu'observateur.

L'UNC peut également, si elle le juge utile, recourir aux services d'une ou plusieurs personnes-ressources (spécialistes du domaine concerné) pour l'assister dans les opérations d'ouverture, d'analyse et d'évaluation.

Pour les consultations de fournisseurs, ou les marchés dont les seuils n'atteignent pas 70 000 000 FCFA pour les prestations de services, 80 000 000 FCFA pour les fournitures et 100 000 000 FCFA pour les travaux, il est créé au sein de l'UNC **une commission d'évaluation et d'attribution des marchés**.
En vue de s'assurer de la bonne exécution du marché par le fournisseur, l'autorité contractante (client) met en place une commission de réception dont les membres sont désignés en fonction des fournitures commandées.
En effet, le jour de la réception des fournitures, les personnes dûment désignées se présentent au lieu prévu. Sur la base des documents contractuels, les membres de la commission procèdent minutieusement à la vérification des différents articles pour s'assurer qu'ils sont conformes aux caractéristiques techniques et aux quantités.
Si tout est conforme, la réception est prononcée à l'unanimité par les représentants du client. Un procès-verbal de réception est établi et signé par l'ensemble des représentants des deux parties désignées pour la réception.

2.2.6 Conclusions clés

En conséquence, le cadre réglementaire actuel semble propice à la bonne exécution des marchés publics, bénéficiant des réformes mises en œuvre pour améliorer leur gestion. Néanmoins, il apparaît nécessaire d'apporter des améliorations au niveau opérationnel. En effet, le processus d'approbation et de conclusion des marchés manque de contrôle strict malgré les délais imposés à chaque intervenant, qui sont souvent dépassés.
Par ailleurs, la présence d'opérateurs nationaux et d'une agence nationale de promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication a accéléré la mise en œuvre harmonieuse du projet, notamment grâce au suivi communautaire des travaux via l'engagement citoyen et l'utilisation des outils GEMS et Mapillary.

2.2.7. Mécanisme de gestion des Plaintes.

Une plainte est un recours introduit par une personne physique ou morale qui s'est senti lésée lors d'une action ou d'une situation touchant directement son intérêt d'ordre matériel, financier ou moral et leurs droits. La plainte peut survenir à toutes les étapes de passation de marchés (du DAO jusqu'à l'attribution du marché) et doit être déposée par écrit au niveau de l'UGP, copie faite à la banque. Une plainte peut être liée à n'importe quel aspect des activités financées par le projet (passation des marchés, modalités de paiements, micro-projets, etc.). L'UGP enregistre les plaintes et les traite à travers des réponses appropriées conformément aux prescriptions du DAO et les autres documents y afférent. En cas de non-satisfaction par rapport aux réponses données, le plaignant a le droit de faire un recours à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (ARMDS) qui statue sur la recevabilité ou non de ce recours et notifie cette décision à toutes les parties. Si ce recours est jugé recevable, le dossier est transmis au Comité de Règlement de Différents (CRD) qui est une instance interne à l'ARMDS, composé de plusieurs membres assermentés avec en leur sein un représentant de la société civile. Le CDR statut dans le fond sur la base

des informations recueillies sur les différents documents ayant servis de base à la prise de décision en fonction de l'étape incriminée. Enfin, le CDR notifie sa décision à travers une lettre pour donner raison à l'une ou l'autre partie qui peut aboutir à la reprise du processus ou son annulation et ainsi sanctionner les contrevenants en fonction de la gravité de l'acte posé.

2. 3. **Justification de la stratégie de passation des marchés (PPSD)**

La PPSD traite de la façon dont les activités de passation des marchés aideront à atteindre les objectifs de développement du programme et à optimiser l'utilisation des ressources en appliquant une approche basée sur les risques. Cette stratégie devra fournir les éléments voulus pour justifier les méthodes de sélection retenues dans le Plan de Passation des Marchés (PPM). Le niveau de détail et d'analyse de la PPSD sera proportionnel aux risques, aux montants et à la complexité des marchés à passer dans le cadre du programme. Étant donné le montant du crédit proposé, le nombre d'activités de passation des marchés de ce programme et les montants de ces marchés, l'Emprunteur a opté pour une **PPSD simplifiée** en s'assurant que les modalités de passation des marchés, incluses dans la PPSD, soient conformes aux Principes Fondamentaux de la Banque en matière de passation des marchés. L'Emprunteur a la responsabilité d'élaborer la PPSD durant la préparation du programme ainsi que le PPM initial qui couvre normalement au moins les dix-huit premiers mois de l'exécution du Programme. La Banque examine la PPSD et approuve le Plan de Passation des Marchés avant la fin des négociations du crédit. L'Accord de financement fait référence au Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque pendant la négociation du crédit, ce qui rend ledit plan juridiquement contraignant pour l'Emprunteur. Les marchés de Fournitures, Travaux, Services ainsi que les Services de Consultants et qui doivent être financés par les fonds du crédit seront passés conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le document en français intitulé : « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » en date de juillet 2016. Le Règlement précité est aussi disponible dans d'autres langues dont l'anglais et le portugais sur le site Internet de la Banque mondiale indiqué ci-dessus. Les conclusions de cette stratégie sont basées sur les informations et les données disponibles à la date de rédaction de ce document. Si les données changent ou si des modifications majeures sont apportées au montage ou au contenu du programme, la stratégie se devra d'être actualisée en conséquence.

2.4. Concept et description du Programme :

En juin 2024, la Banque Mondiale et le gouvernement de la République de Mali ont convenu d'une stratégie axée sur les priorités gouvernementales, en tenant compte de la sécurité des zones de projets et des études récentes. Le corridor Bamako-Dakar par le nord a été identifié et

officiellement demandé le 17 septembre 2024. Au regard des estimations financières pour la réhabilitation du corridor et tenant compte du financement disponible dans le programme de prêt de l'année fiscale 2025 qui s'élève à 250 000 000 US$, il a été jugé opportun de procéder à une priorisation des sections du corridor à réhabiliter dans le cadre de la première phase du projet. Par conséquent, le tronçon Diema-Sandaré (135 km) a été sélectionné en raison de son état de dégradation avancé. Le projet financera également la réalisation et la mise à jour des études techniques et des instruments environnementaux et sociaux pour le réseau prioritaire du Mali, principalement la RN16 et le tronçon Ségou-Sévaré et des activités renforçant le réseau de desserte urbain et rural dans la zone.
L'Objectif de Développement proposé pour le programme est : « Améliorer la Connectivité et la Résilience du réseau routier prioritaire du Mali ».

Le programme sera exécuté à travers les composantes suivantes (au stade actuel de la préparation) :

- **Composante 1 : Aménagement Résilient des Corridors (US$224.0 millions)**

• Sous-composante 1.1 : Réhabilitation résiliente des tronçons sélectionnés du Corridor Bamako – Dakar (Diéma-Sandaré) ;
• Sous-composante 1.2 : Réhabilitation résiliente de poste de pesage/péage et parking pour poids lourds
• Sous-composante 1.3 : Développement d'études techniques et d'instruments à préparer selon les exigences des Normes Environnementales et Sociales (NES) pour la réhabilitation résiliente du réseau routier du Mali (RN16 et Ségou-Sévaré) ;

- **Composante 2 : Aménagements connexes (US$10,52 millions)**

• Sous-composante 2.1 : Aménagement/réhabilitation d'infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, gares routières, centre pour handicapés et de forages ; ainsi que centres multifonctionnels / unités de transformation des produits agricoles et d'élevage (UTA) et équipements de conservation pour appuyer les femmes.
• Sous-composante 2.2 : Réhabilitation résiliente des voiries urbaines et des pistes rurales.

- **Component 3 : Renforcement Institutionnel au Secteur Routier et Gestion de Projet (US$15.48 millions)**

• Sous-composante 3.1: Appui Institutionnel au Secteur Routier
• Sous-composante 3.2: Gestion du Projet
• Sous-composante 3.2: Avance pour la Préparation du Projet

- **Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence contingente**

III. Evaluation de la Capacité de l'Emprunteur et de l'Unité de Coordination du Projet

3.1. Arrangement institutionnel de la mise en œuvre du projet

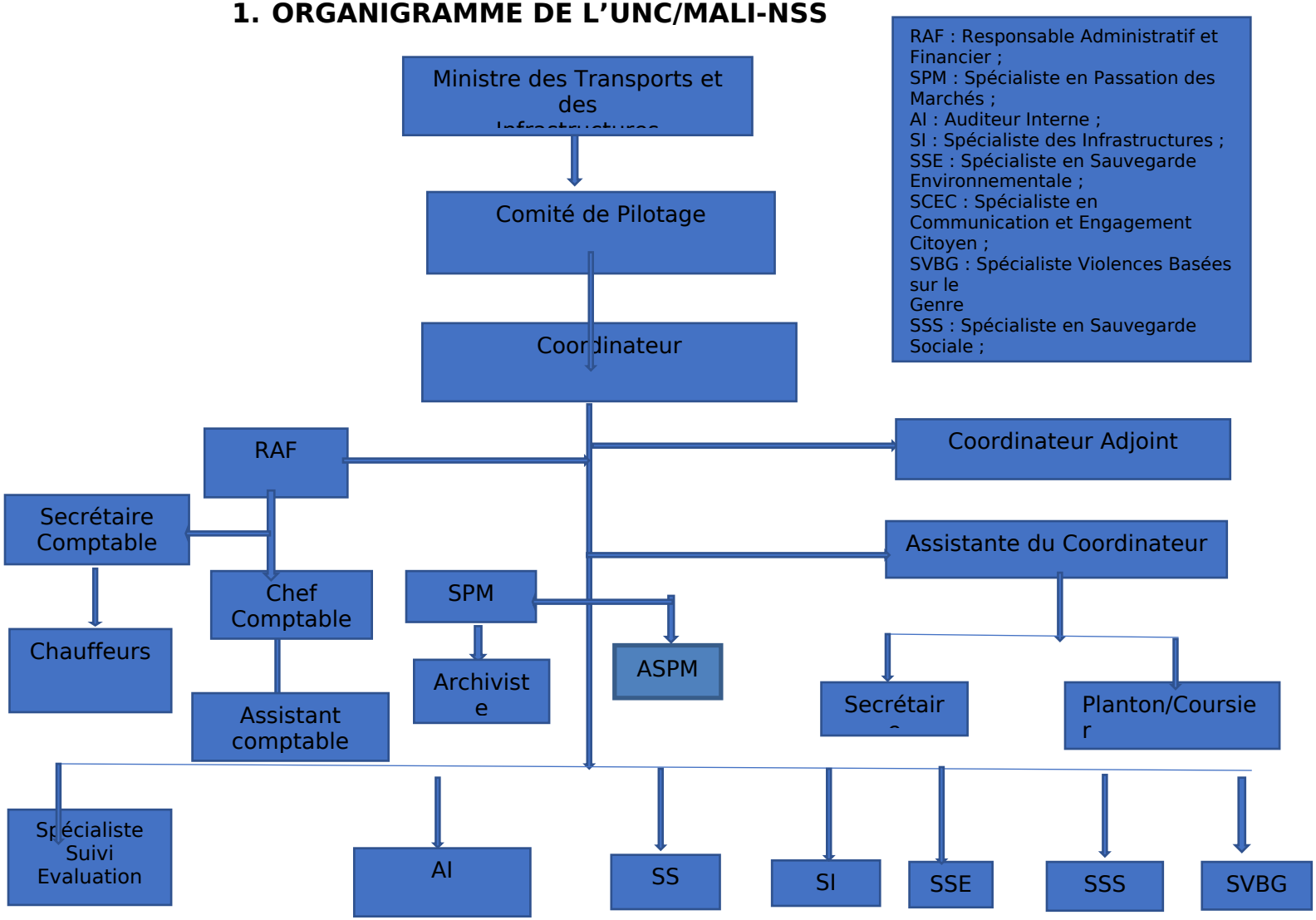
L'Etat malien est l'emprunteur et remboursera le prêt à travers les services du Ministère chargé des Finances qui assure la tutelle financière du programme.
Le Ministère chargé des Infrastructures assure la tutelle technique du Programme.
Le présent programme est exécuté sous la tutelle du Ministère chargé des Routes à travers les services techniques de la Direction Générale des Routes, l'Institut National de Formation Pratique en Bâtiments et Travaux publics (INFP/BTP), L'Agence Nationale de Sécurité Routière (ANASER), le Fonds d'Entretien du Mali (FER/Mali) et l'Unité Nationale de Coordination.
Le cadre institutionnel de mise en œuvre du projet fixé par le Décret N° 2023-0232/PT-RM du 07 avril 2023 et comprend :

Comité de pilotage : Il est présidé par le Ministre en charge des Routes ou son représentant et comprend tous les ministères ayant un lien avec la mise en œuvre de la politique routière et de transport. Le Comité assure la supervision globale du programme, veille à la cohérence des activités conformément aux documents conceptuels du programme, Il approuve le plan de travail et le budget annuel du projet et leur rapport d'exécution.

Le comité technique est chargé d'assurer la supervision technique des projets et programmes mis en œuvre par l'UNC/P-BM et de veiller à l'atteinte des objectifs. Le comité technique est présidé par le Directeur Général des Routes ou son représentant et comprend le Coordinateur de l'UNC les représentants des Directions Générales/Nationales des départements ministériels siégeant au Comité de Pilotage.

L'Unité Nationale de Coordination : Placée sous l'autorité du Directeur Général des Routes, elle a pour mission de mettre en œuvre, de coordonner et de suivre l'exécution des activités des projets et programmes de transports et infrastructures de transports financés par la Banque Mondiale. Elle a en charge la gestion fiduciaire (gestion administrative et financière et passation des marchés), la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementales et sociales, le suivi-évaluation, la production des rapports périodiques ainsi que la mise en œuvre du mécanisme d'engagement citoyen des projets et programmes.

1. ORGANIGRAMME DE L'UNC/MALI-NSS



3.2. Expérience en passation de marchés

L'UNC est chargée de la passation de marchés dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes. Un spécialiste de la passation de marchés secondé par un Assistant sont chargés des activités et travaillent en étroite collaboration avec les spécialistes de la passation de marchés de la Banque mondiale et de la Direction générale des marchés publics et des délégations de service public.

Initialement créée par le Décret N°301/P-RM du 29 Août 2007 pour la mise en œuvre du second Projet Sectoriel des Transports (PST2), l'UNC cumule plusieurs années d'expérience réussies de coordination et de gestion de projets. Le Spécialiste en passation des marchés qui a rejoint l'équipe de l'UNC en 2010 est toujours en fonction et capitalise à cet égard une capacité avérée en passation des marchés basée sur les expériences réussies du PTS2 et de tous les autres projets dont l'UNC avait la charge de la coordination ou de la gestion fiduciaire de la préparation. Un manuel de procédure administratives, financières, comptables et de passation des marchés est disponible et devra être adapté au projet.

3.2.1. Besoin d'accompagnement/ d'assistance

L'accompagnement des experts de la Banque est un acquis, pour soutenir et orienter l'UNC dans la mise en œuvre des activités de passation des marchés.
Néanmoins, l'équipe de la chaîne de passation des marchés (Structure de mise en œuvre, DFM, SPM/Coordination) aura besoin d'un renforcement de capacité technique sur le nouveau Cadre de la Passation des Marchés, mais également en moyens pour les éventuelles expertises des fournitures et services livrés par les prestataires. Les critères annotés sont une nouvelle approche dans la passation de marchés des travaux et fournitures ; un renforcement des capacités de tous les acteurs de la passation de marchés du projet sera nécessaire. Les membres des commissions d'évaluation et d'attribution des offres auront besoin de formation sur les nouvelles procédures de passation des marchés de la Banque Mondiale. Il en sera de même pour l'équipe de la DGMP-DSP dont la non-maitrise des procédures de la banque mondiale est à l'origine de la lenteur de traitement des dossiers de passation des marchés.

3.2.2. Capacités et aptitudes pour la gestion des contrats

Le Spécialiste en Passation de Marchés du projet est chargé de l'élaboration des contrats. Ces contrats sont soumis préalablement à l'approbation de la DGMP-DSP ou de la CPMP selon le cas (pour des contrats en revue à posteriori de la Banque mondiale). Ils seront ensuite introduits dans le circuit de signature dès leur approbation.

Pour les marchés de montants inférieurs aux seuils de passations de marchés publics, seuls les deux parties contractantes, après s'être

accordées sur le contenu, y apposent leur signature par l'intermédiaire de leurs représentants légaux.

Généralement les contrats sont établis en plusieurs exemplaires, chaque partie détient un exemplaire et un exemplaire est remis au Spécialiste en Gestion Financière (SGF) pour prendre les dispositions requises. A la fin du contrat, l'autorité contractante (client) établit au profit du fournisseur, une attestation de service fait, de bonne fin d'exécution ou un procès-verbal de réception.

Après signature des marchés, leur exécution est assurée par le service technique chargé de la mise en œuvre de l'activité et/ou l'expert technique de l'UNC, et le service financier et comptable.
La direction technique coordonne le suivi technique et administratif du contrat (planning d'exécution, réunion périodique de suivi-contrôle, alertes, reporting).

Le SGF assure l'exécution budgétaire du contrat et veille à la conformité physique des éléments répertoriés dans les documents de paiement.
Toutes les structures travaillent au quotidien de façon harmonieuse, dans le respect strict de l'organisation interne.

Tous les intervenants dans le processus de Passation des Marchés ont reçu des formations sur les nouvelles procédures, en gestion des contrats cas des travaux, en évaluation des offres, en suivi et exécution des contrats, prévention et règlement des litiges dans les marchés publics. Une mise à niveau à travers des formations est toujours souhaitable.

3.2.3. Conclusions clés

Bien que des atouts soient présents et donnent lieu à un optimisme quant à la capacité de l'emprunteur et de l'Unité Nationale de Coordination du Projet à assumer efficacement leur rôle, des mesures spécifiques sont indispensables pour surmonter les obstacles qui compromettent l'efficacité de la passation des marchés. En effet, ces obstacles entraînent une prolongation excessive des délais d'approbation et de conclusion des contrats.

Pour atteindre cet objectif, il est essentiel que toutes les parties prenantes de la chaîne d'approbation et de signature des marchés participent activement. Par ailleurs, l'équipement adéquat de certaines structures ainsi que l'organisation de sessions de formation sur les procédures du bailleur (IDA) tant en interne qu'en externe sont recommandés pour renforcer les capacités.

La Direction des Finances et du Matériel (DFM) du ministère de tutelle participe à toutes les commissions d'analyse et de dépouillement des offres relatives aux marchés nécessitant l'implication du Ministre.

3.3. Supervision Accrue de la PPSD

L’objectif Principal est d’assurer une passation de marché efficace, transparente et conforme aux normes internationales, afin de maximiser l'impact du PROGRAMME MALI-NSS.

Spécifiquement, il s’agit d’Optimiser l'utilisation des ressources financières ; de Garantir la qualité et la durabilité des infrastructures et services ; et de Promouvoir la participation des entreprises locales et internationales.

Il sera utilisé des méthodes de passation de marché adaptées aux spécificités du programme , telles que l'appel d'offres ouvert international et national, la sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC), ……..

[Définir des critères de sélection clairs et transparents, basés sur la qualité, le coût, et la capacité des soumissionnaires à répondre aux exigences du projet.]

Engagement précoce de marches (Early Market Engagement-EME) est la démarche adoptée par l'Emprunteur pour discuter de ses besoins avec les fournisseurs de chaque marché et encourager leur participation, avant la publication des documents d'appel d'offres et le lancement d'un processus formel.
Cet EME a pour but de :

- communiquer les besoins ou les exigences aux fournisseurs ;
- discuter ouvertement et en toute transparence des solutions possibles ;
- examiner les coûts/valeurs, les avantages et les risques des solutions possibles ;
- Tester la répartition optimale des risques et les incitations ;
- stimuler l'innovation dans la conception et la mise en œuvre de la solution ; et
- Comprendre les capacités et les tendances du marché afin d’ajuster son besoin de façon à coller à la réalité.

Comment identifier les fournisseurs pour une mobilisation précoce du marché ?

- L'étude de marché réalisée dans le cadre de la Stratégie de passation des marchés du projet pour promouvoir le développement (PPSD) doit être utilisée pour identifier les participants potentiels. Idéalement, un large éventail de fournisseurs (grands et petits, ainsi que fournisseurs mondiaux et nationaux) serait ciblé pour obtenir un **échantillon raisonnablement représentatif du secteur**.
- Une recherche sur Internet devrait aider pour identifier les fournisseurs potentiels.
- Pour les marchés plus importants, une étude de marché plus poussée (y compris un appel ouvert aux soumissionnaires intéressés) peut être nécessaire pour identifier un large éventail de

fournisseurs mondiaux (y compris ceux qui ont soumissionné pour des projets similaires précédemment financés par la Banque).

Quelles informations peut-on demander aux fournisseurs lors de l'engagement précoce sur le marché ?

Le type d'informations recueillies dépendra des objectifs de la mission, mais peut inclure :

- Retour d'information sur l'approche de passation des marchés proposée et conclusions et perceptions de l'Emprunteur dans le cadre de la PPSD ;
- Retour d'information sur les spécifications proposées, les risques, la répartition des risques, les conditions contractuelles, le modèle de rémunération/chiffrage/devis

quantitatif, la méthode d'évaluation des offres/les pondérations, les incitations et les opportunités ;

- les prix actuels, les méthodes d'établissement des prix et les autres facteurs qui influent sur les prix ;
- Tendances du marché et différences régionales (autres marchés importants pour lesquels ils envisagent de soumissionner et qui pourraient avoir une incidence sur les

capacités, etc.) ;

- Disponibilité d'autres biens et services (différenciation des produits) ;
- Tout développement actuel ou potentiellement innovant ou toute nouvelle technologie sur le marché ; et
- Risques courants ou courants au sein de la ou des chaîne(s) d'approvisionnement.

IV. ANALYSE DU MARCHE PAR CATEGORIE

Le Mali est un pays continental, sans façade maritime. Son économie dépend en grande partie du système de transports terrestres, pour l'approvisionnement en produits stratégiques, tels que les hydrocarbures, et en biens de consommation et d'équipements (matériaux de construction, intrants agricoles). Par ailleurs, la compétitivité des produits d'exportation maliens sur le marché international, notamment le coton fibre, premier produit d'exportation du pays, dépend du fonctionnement efficace des transports terrestres internationaux entre le Mali et ses voisins.

Les transports intérieurs ont également une importance particulière compte tenu de l'immensité du territoire et de la dispersion géographique des activités. La densité du réseau routier est l'une des plus faibles de l'Afrique de l'Ouest. Ainsi, le transport, en intervenant pour 20 à 30%, grève le coût de la plupart des produits de consommation essentiels.

Dans ce contexte, le Gouvernement de la République du Mali, conscient des effets néfastes de la position géographique du Mali sur l'économie du pays, a toujours accordé une attention particulière à l'aménagement et au

développement des infrastructures de transport en vue d'assurer le désenclavement intérieur et extérieur du pays.

Le marché du bâtiment et des travaux publics est un secteur dynamique et essentiel de l'économie. Caractérisé par une multitude d'acteurs, allant des petites entreprises locales aux grands groupes internationaux, ce marché reflète les besoins en infrastructures et logements de la société malienne. Le secteur est marqué par un panorama concurrentiel intense et diversifié, les entreprises rivalisant à divers niveaux. Aujourd'hui, le Mali compte plus de 3000 entreprises de BTP dont moins de 100 ont une envergure internationale.

Car, de tous les secteurs d'activité, celui du BTP reste le plus informel, malgré les efforts des pouvoirs publics et de l'OPECOM pour le professionnaliser et le structurer. Ainsi, sur les 3 000 entreprises de BTP que compte le pays, moins d'une centaine dispose du matériel et des compétences nécessaires pour exécuter des travaux d'envergure. Certaines ont recours à des sous-traitants locaux ou étrangers pour soumissionner lors des appels d'offres, ce qui gonfle leurs factures au-delà d'un seuil acceptable.

Pour la mise en œuvre de ce programme, les critères notés seront utilisés pour les AOI.

L'application de Critères notés dans les situations de fragilité, de conflit et de violence est très utile pour attirer le(s) bon(s) Soumissionnaire(s) ou Proposant(s), ce qui les incite souvent à proposer de meilleures solutions. Lorsque des Critères notés sont utilisés, les meilleurs Soumissionnaires ou Proposants sont susceptibles d'être plus intéressés par l'appel d'offres parce que leurs méthodologies et capacités spécifiques pour opérer dans un environnement de fragilité, de conflit et de violence seront dûment prises en compte dans la décision finale d'attribution (ce qui élimine l'impression que seul le prix compte). Pour l'Emprunteur, l'application des Critères notés permet d'examiner de manière appropriée la méthodologie du Soumissionnaire ou du Proposant pour traiter les risques spécifiques aux situations de fragilité, de conflit et de violence. Cela devrait conduire à un contrat final plus susceptible d'être mis en oeuvre avec succès et d'atteindre les objectifs de Passation de marchés, contribuant ainsi aux objectifs globaux de développement du projet dans une situation de fragilité, de conflit et de violence.

La mise en œuvre de ce programme passe par la réalisation de plusieurs types de travaux :

Le bitumage avec des travaux d'ouvrage des 135 km de routes Diema-Sandaré ;

L'aménagements de 200 km de pistes rurales en traitement de points critiques ;

Les travaux d'aménagements connexes consistant en des constructions d'édifices, d'aménagement de périmètres, de forage de puits à motricité

humaine ou de mise en place de système d'adduction d'eau, d'installation de plateformes multi fonctionnelles ;

La réalisation de voiries urbaines ;

La construction de poste de péage/pesage digitalisé ;

Chacun de ces types de travaux fera l'objet d'un recours à la concurrence. L'analyse du marché en lien avec chacune des composantes du projet se présente comme suit :

4.1. Composante 1 : Aménagement Résilient des Corridors (US$210.0 millions)

- *Sous-composante 1.1 : Réhabilitation résiliente des tronçons sélectionnés du Corridor Bamako – Dakar (Diéma-Sandaré) ;*
- *Sous-composante 1.2 : Réhabilitation résiliente de poste de pesage/péage et parking pour poids lourds*
- *Sous-composante 1.3 : Développement d'études techniques et d'instruments à préparer selon les exigences des Normes Environnementales et Sociales (NES) pour la réhabilitation résiliente du réseau routier du Mali (RN16 et Ségou-Sévaré) ;*

Le projet vise principalement la réhabilitation du tronçon Diéma-Sandaré long de 135 km avec la construction d'un de poste péage/pesage à Diéma et la construction d'un parking pour poids lourds à Sandaré. L'état de dégradation de ce tronçon est tel qu'il nécessite des travaux de grande envergure. Les travaux d´investigations sur le terrain ont permis de procéder á une inspection visuelle de la chaussée, des ouvrages d'assainissements et de protection ainsi que l'environnement immédiat de la route. Ils ont permis de localiser de façon formelle tous les types de dégradations qui affectent la chaussée et les ouvrages.

Étude de marché :
L'étude du marché permet d'affirmer qu'il y a au Mali un nombre suffisant d'entreprises de BTP qui sont qualifiées pour mener à bien les travaux de bitumage, de terrassement et de constructions d'ouvrages hydrauliques nécessaires à la mise en état souhaitée du tronçon. En raison de la consistance des travaux, le mode le plus approprié de choix des entreprises est l'appel d'offres ouvert international ou national dépendant du montant prévisionnel. Cela va obliger les grandes entreprises nationales ayant la capacité de tels travaux à s'inscrire dans une logique de partenariat de type groupement avec des entreprises internationales. La forte concurrence qui va en résulter sera de nature à favoriser une maîtrise des coûts des travaux. Cependant, certaines contraintes notamment celles liées aux procédures bancaires exigeantes et lourdes pour les soumissionnaires, ne facilitant pas l'accès au crédit, pourraient contribuer à réduire la concurrence, notamment en raison de la difficulté d'obtenir les garanties de soumission et les lignes de crédits. Mais, la garantie que pourra offrir le programme à ces entreprises est d'être payées dans un délai relativement court. Cette facilité offerte sera un

facteur important qui contribuera au maintien des prix concurrentiels et raisonnables.

Concernant les études techniques, environnementales et sociales relatives, compte tenu du contexte sécuritaire de la zone de ce projet, le mode de passation de marché approprié sera le choix par consultation restreinte permettant de mettre en compétition les prestataires ayant des expériences avérées d'intervention dans cette zone. Un accompagnement de l'Etat pour garantir la sécurité des intervenants peut être envisagé sous une forme à convenir.

4.2. Composante 2 : Développement Territorial Intégré (US$10,52 millions)

• *Sous-composante 2.1 : Aménagement/réhabilitation d'infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, gares routières, centre pour handicapés et de forages ; ainsi que centres multifonctionnels / unités de transformation des produits agricoles et d'élevage (UTA) et équipements de conservation pour appuyer les femmes.*

- *Sous-composante 2.2 : Réhabilitation résiliente des voiries urbaines et des pistes rurales*

En marge des travaux de réhabilitation du tronçon Diéma-Sandaré et dans un esprit de connectivité, le projet va procéder à l'aménagement de pistes rurales assorties d'aménagements connexes, et de travaux de voiries urbaines dans les villes de Diéma et Sandaré.

Etude de Marché

Les travaux d'aménagement de pistes rurales feront l'objet d'un allotissement basé sur leur positionnement spatial des sites et leur facilité d'accès. Un DAO a lots multiples sera élaboré dans lequel sera intégré les aménagements connexes des villages situés dans l'emprise de la piste. Avec le foisonnement d'entreprises locales qui ont fait leurs preuves avec l'UNC dans l'exécution de travaux similaires, la méthode de passation la plus recommandée est l'appel d'offres national ouvert. Les travaux intégreront une résilience climatique renforcée et des mesures de sécurité routière telles que les signalisations verticales ainsi que l'identification et le traitement spécifique des points noirs le long des pistes. Les normes de conception des pistes ont été révisées afin d'inclure les considérations relatives au changement climatique et aux risques naturels, en se concentrant particulièrement sur les zones présentant des risques majeurs d'inondation qui pourraient causer de l'érosion et des dommages à la piste. Les facteurs les plus importants sont les niveaux de la piste, le drainage transversal de la piste et la protection de la piste contre l'érosion.

4.3. Composante 3 : Renforcement Institutionnel au Secteur Routier et Gestion de Projet (US$15,48 millions)

• *Sous-composante 3.1: Appui Institutionnel au Secteur Routier*
• *Sous-composante 3.2: Gestion du Projet*

• *Sous-composante 3.2: Avance pour la Préparation du Projet*

La composante renforcement institutionnel au secteur routier et coordination du projet va assurer la gestion quotidienne et le suivi des contrats de passation des marchés ainsi que la gestion comptable administrative et financière des activités liées à l'exécution du projet. Les marchés prévus portent sur l'acquisition des biens logistiques, les services, la réalisation des audits, les formations et autres activités de renforcement des capacités à la demandes des partenaires. Pour toutes ces activités, le marché local offre une opportunité pour le projet de mener les consultations localement et de manière concurrentielle.

4.4. Contrats de contrôle et surveillance des travaux

En termes de prestations intellectuelles (services de consultants), le Mali connait un foisonnement de bureaux d'études dont certains d'envergure internationale. A ce niveau l'utilisation de la méthode de passation des marchés la plus concurrentielle peut s'imposer pour opérer un choix difficile entre la multitude de bureaux d'études qui aspirent à être recrutés. Cependant l'utilisation de la méthode « sélection fondée sur la qualité et le coût » ne garantit pas forcément le recrutement du meilleur candidat pour la mission. L'expérience récente de l'UNC montre à suffisance que de la qualité des études techniques dépend dans une large mesure l'accomplissement de la mission de contrôle et de surveillance des travaux. Dans certains cas pour éviter tout équivoque dans les prestations de contrôle et surveillance, les consultants ayant réalisés les études sont écartés.

Tous ces recrutements se feront à travers une méthode de sélection compétitive ouverte avec l'utilisation de critères notés si le montant atteint le seuil de l'AOI..

En tout état de cause, un avis de manifestation d'intérêt, si nécessaire, devra être lancé pour constituer une liste restreinte de consultants à même de réaliser la mission. Il est à rappeler que pour le Mali pour les services de consultants dont le coût estimatif est inférieur à l'équivalent de 400.000 dollars US par contrat pour les études d'ingénierie et la supervision des travaux, et d'un coût estimatif inférieur à l'équivalent de 200,000 USD par contrat pour d'autres missions de consultation, la liste restreinte peut être entièrement constituée de firmes de consultants nationales, en accord avec le contenu du catalogue N° OPSPF5.05-GUID.148 du Guide de la Banque relative aux seuils des approches et méthodes de passation des marchés en date du 25 Août 2016.

4.5. Conclusions clés

Les informations collectées ont permis de vérifier la capacité du marché national à répondre aux besoins du programme. Des allotissements appropriés et un encadrement rapproché permettront une bonne mise en œuvre des travaux de réhabilitation du tronçon Diéma-Sandaré et de construction du poste de péage/pesage de Diéma et du parking pour poids lourds de Sandaré ainsi que des pistes rurales et des aménagements connexes. Les prestataires locaux disposent d'atouts en termes d'expérience et de capacité à exécuter les travaux de ces différents contrats. L'état qui est à l'initiative du programme doit tout mettre en

œuvre pour garantir la sécurité des intervenants dans les zones à risque sécuritaire. Les populations bénéficiaires doivent se mobiliser pour créer une chaine de solidarité au tour de la réalisation des investissements. Enfin l'état doit faire respecter par tous les acteurs les délais réglementaires de traitement des dossiers qui garantissent la célérité du processus de passation de marché.

IV. ANALYSE DES RISQUES LIES A LA PASSATION DES MARCHES

Le plus grand risque de la passation des marchés en phase de passation de marchés du PROGRAMME MALI-NSS est la non-maîtrise des délais à tous les niveaux du circuit de contrôle, d'approbation et de conclusion des marchés. Les dispositions législatives et règlementaires qui devaient favoriser une diligence dans le traitement des dossiers de marchés publics n'ont aucune emprise sur les acteurs aux différents niveaux du processus. Au nombre des contraintes de la passation des marchés il faut ajouter le rajout d'exigences non règlementaires en réaction à l'incivisme fiscal des candidats aux marchés publics. Malgré l'exigence de la situation fiscale des soumissionnaires à l'appel d'offres, à l'attribution provisoire des contrats l'administration fiscale est sollicitée pour donner la situation fiscale de l'adjudicataire provisoire. A cela il faut ajouter la demande d'approbation par le département de tutelle de la proposition d'attribution avant la soumission au Ministre de l'Economie et des Finances.

La contrainte sécuritaire est aussi un des risques dans la gestion des contrats de pistes. L'expérience récente des travaux routiers est jalonnée d'exemples de chantiers abandonnés suite à des incidents sécuritaires (route Goma-Coura/Tombouctou ; route Banankoro/Dioro ; route de Nioro/Mourdja). A l'évidence, l'état doit envisager des mesures sécuritaires vigoureuses avant le démarrage des travaux pour garantir leur correcte exécution.

Identification des risques	**Mesures d'atténuation**	**Détenteur du risque**
Adaptabilité des critères de qualification des entreprises à la situation du marché local.	Les exigences en matière de qualification ne doivent pas être ni trop élevées ni trop faibles mais suffisant pour protéger le Maître d'ouvrage contre des entreprises qui n'auraient pas la capacité financière et technique pour exécuter le marché.	UNC
Non maîtrise des délais	Faire respecter par tous les acteurs les délais réglementaires de traitement des dossiers.	MTI/MEF
Sécurité des prestataires pendant l'exécution des travaux	- Mettre en place un plan de sécurisation dans les zones d'exécution des travaux ; -susciter un élan de solidarité	UNC/MTI/MDAC

	communautaire de soutien à la réalisation des investissements (Conformément aux conclusions de la SMP qui est cours de validation) ; - favoriser l'implication des entreprises locales par groupement ou sous-traitance ; - sécurisation de l'approvisionnement des entreprises par l'armée ; - privilégier la préfabrication et la pause pour les ouvrages hydrauliques ; - se faire communiquer par la population tout phénomène anormal	
Capacité des entreprises retenues à exécuter des travaux de qualité dans les délais contractuels	-définir des critères de sélection très pertinents ne laissant aucune chance aux entreprises moins qualifiées techniquement et financièrement de remporter la compétition ; -Faire prévaloir la clause d'offres anormalement basses pour écarter les postulants dont les offres financières ne permettent pas de bien réaliser les travaux. En cas d'incident sur un chantier, la sous-traitance avec les entreprises locales sera envisagée. Le montant des travaux sous-traités pourra dépasser les 40% du montant comme convenu dans les contrats comme seuil de la sous-traitance.	UNC/MTI
Mauvaise Compétence du Consultant	-Proposition de TDR très clairs ; -Veiller à ce que le personnel clé ait au moins les qualifications du personnel clé de la mission précédente ; -Vérification stricte des critères de sélection.	Client
Mauvaise description des compétences requises lors de l'élaboration des TDR	-Impliquer tous les services techniques concernés dans la description des compétences requises ; -Impliquer les utilisateurs, bénéficiaires -Revue préalable des TDR par l'IDA pour approbation	UNC IDA
Connaissance insuffisante des procédures des bailleurs	Renforcement des capacités des acteurs	UNC/IDA
Sous-estimation financière des offres par les Consultants. Risque d'offres trop basses qui Mettent en difficultés les consultants dans la	Mettre en place des critères stricts dans les dossiers de consultation et qualification. Permettre l'application de la clause du code des marchés publics relative à l'offre anormalement basse	Prestataire, UNC

phase de réalisation		
Le faible engagement des acteurs étatiques dans la mise en œuvre des activités prévues pour leur propre renforcement.	Mettre en place un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des activités à travers le Comité Technique	UNC/MTI

4.1. Evaluation de la probabilité et conséquences de chaque risque

Description du risque	**Probabilité du risque**	**Conséquences**
Adaptabilité des critères de qualification des entreprises à la situation du marché local.	Moyen	Retard dans la passation des marchés
Non maîtrise des délais	Elevé	Retard dans la conclusion des contrats, les marchés et dans l'achèvement des travaux
Sécurité des prestataires pendant l'exécution des travaux	Moyen	Retard dans l'achèvement des travaux
Capacité des entreprises retenues à exécuter des travaux de qualité dans les délais contractuels	Moyen	Mauvaise qualité des travaux, retard dans l'achèvement des travaux
Mauvaise Compétence du Consultant	Moyen	Mauvaise qualité des études, retard dans l'achèvement des travaux
Mauvaise description des compétences requises lors de l'élaboration des TDR	Faible	Mauvaise qualité des études, difficultés de la mission de contrôle et surveillance des travaux
Connaissance insuffisante des procédures des bailleurs	Faible	Difficultés de mobilisation des inscriptions financières
Sous-estimation financière des offres par les Consultants. Risque d'offres trop basses qui Mettent en difficultés les consultants dans la phase de réalisation	Moyen	Incapacité d'exécuter les travaux selon les normes techniques requises
Le faible engagement des acteurs étatiques	Moyen	Mauvais accompagnement du

dans la mise en œuvre des activités prévues pour leur propre renforcement.		projet

4.1. ANALYSE DES RISQUES AVEC LA MATRICE SWOT :

4.1.1. Risque : Non maitrise des délais d'approbation et de conclusion des contrats et marchés

FORCES (S) 1. Existence de textes règlementaires fixant les délais de traitement des dossiers à tous les acteurs ; 2. Accompagnement de la Cellule de Suivi des projets et Programmes de la Dette Publique ; 3. Importance stratégique du PROGRAMME MALI-NSS pour l'économie malienne 4. Forte mobilisation des partenaires techniques	FAIBLESSES (W) 1. Rattachement institutionnel de l'UNC (rallonge du circuit) 2. Non maitrise des procédures de la banque mondiale ; 3. Absence d'emprise sur le comportement des responsables signataires 4. Composition pléthorique du Comité Technique le rendant non opérationnel
OPPORTUNITES (O) 1. Renforcement de capacités des acteurs de mise en œuvre du programme ; 2. Intérêt d'autres bailleurs de fonds pour le programme ; 3. Connection de plusieurs localités aux réseaux principales.	MENACES (T) 1. Non atteinte des objectifs du programmes ; 2. Difficultés d'approvisionnement du pays en produits essentiels ; 3. Inflation sur les marchés locaux

4.1.2. Risque : Sécurité des intervenants pendant l'exécution des travaux

FORCES (S) 1. Existence d'une Evaluation des Risques Sécuritaires (ERS) et d'un Plan de Gestion Sécuritaire (PGS) ; 2. Montée en puissance des FAMAS ; 3. Grand engouement des	FAIBLESSES (W) 1. Volatilité de la situation sécuritaire ; 2. Absence de budget de sécurité dans le programme ; 3. Difficile mobilisation des FAMAS

communautés locales pour le programme. 4. Mise en place d'un dispositif spécial de protection des chantiers ; 5. Présence d'un Expert en Sécurité au sein de l'UNC	en cas de crise sécuritaire ; 4. Difficulté de trouver des entreprises locales pour sous-traiter certains travaux
OPPORTUNITES (O) 1. Encrage d'une culture d'engagement citoyen au sein des communautés bénéficiaires ; 2. Installation et équipements de bases militaires le long des corridors de transport ; 3. Contribution à l'éradication du terrorisme transfrontalier	MENACES (T) 1. Réticence des partenaires techniques et financiers à investir dans le pays ; 2. Enlisement de la crise sécuritaire et son extension à d'autres zones du pays. 3. Non atteinte des objectifs du programme

4.1.3. Risque : Capacité des entreprises à exécuter les travaux de qualité dans les délais

FORCES (S) 1. Définition des critères de sélection très pertinents ne laissant aucune chance aux entreprises moins qualifiées techniquement et financièrement de remporter la compétition ; 2. Possibilité de recours à la clause des offres anormalement basses pour écarter les postulants dont les offres financières ne permettent pas d'exécuter correctement les travaux ; 3. Existence d'entreprises ayant des expériences avérées pour réaliser les travaux en question l'UNC ; 4. Ouverture du marché aux entreprises extérieures	FAIBLESSES (W) 1. Faible capacité technique et financière des entreprises locales 2. Absence de ressources humaines qualifiées 3. Non maitrise des délais d'exécution des chantiers ;
OPPORTUNITES (O) 1. Renforcement des capacités des PME locales dans l'exécution des travaux routiers ; 2. Possibilité de groupement avec de grandes entreprises pour acquérir de l'expérience ; 3. Essor de l'économie locale à travers l'utilisation de la main d'œuvre	MENACES (T) 1. Concurrence des entreprises extérieures mieux équipées et plus qualifiées ; 2. Délaissement des activités agricoles au profit des chantiers mieux rémunérateurs ; 3. Augmentation de la consommation d'alcool et de stupéfiants du fait de l'affluence sur les chantiers.

IV. TYPES D'ARRANGEMENT RECOMMANDES POUR LE PROGRAMME EN MATIERE DE PASSATION DE MARCHES

L’objectif de la passation des marchés est de : (i) déterminer les dispositifs acceptables ainsi que les méthodes qui conduisent aux résultats attendus, (ii) établir l’allotissement des contrats en fonction de l’analyse du marché, (iii) adapter de manière convenable et équitable les conditions d’appel d’offres telles que les exigences en matière de qualification et d’assurance, les modalités de paiement, etc., en tenant compte de la situation du marché.

5.1 Activités du Programme faisant objet de marchés

Conformément à ses statuts, la Banque mondiale est tenue de « prendre les dispositions pour assurer que les sommes provenant de tout prêt soient consacrées exclusivement aux objets pour lesquels le prêt a été accordé, en tenant dûment compte des considérations d’économie, de rendement, et sans laisser intervenir des influences ou considérations politiques ou extra-économiques ». Dans ce cadre la Banque mondiale exige que ses emprunteurs respectent les procédures édictées dans l’accord de financement et ses annexes pour les opérations qu’elle finance, en tout ou en partie. Il s’agit des marchés de Fournitures, de Travaux, de Services Autres que les Services de Consultants et de Services de Consultants.

Au stade actuel de la préparation du programme, les marchés identifiés sont ceux présentés dans le tableau 1 précédent. Les marchés non identifiés pour le moment auront la même nature que ceux déjà identifiés et seront traités de la même manière, sinon la PPSD sera mise à jour, le moment venu, pour tenir compte des nouveautés.

A l’analyse du tableau 1, on remarque que les trois types de marchés seront passés dans le cadre de ce Programme : l’exécution des travaux, l’acquisition des fournitures et le recrutement des consultants pour les prestations intellectuelles. L’essentiel des activités de passation de marchés du programme sont des travaux et des prestations intellectuelles pour assurer les études techniques des travaux ou assurer la maîtrise d’œuvre de leur exécution.

5.2 Offre de services disponible

Le Ministère des Transports et des infrastructures (MTI) structure de tutelle du programme est la source d’information efficace à travers la DGR donnant l’historique des activités des quelques programmes ou projets similaires à celui dont il est question ici. Sur la base des expériences vécues dans le domaine de la construction des infrastructures routières on peut dire sans risque de se tromper qu’il existe la disponibilité et la qualité de l’offre de service.
Pour les prestataires étrangers, il s’agit d’évaluer leur intérêt à intervenir au Mali pour le volume d’affaire concerné et les conditions de travail. Comme en témoigne la présence des sociétés étrangères en charge de la

réalisation de plusieurs marchés publics en cours à travers le Pays, L'intérêt des prestataires étrangers dans la zone du Projet n'a pas baissé malgré la crise sécuritaire, moins présente dans ladite zone.

a) Les services de consultants :

Il y a suffisamment d'expertise locale (individuels ou cabinets) pour la totalité des thématiques envisagées. Elles sont classées en activités dont la mise en œuvre exige l'usage de plusieurs expertises. Leurs mises en œuvre feront appel à des firmes de consultant qui sont nombreux. Pour permettre un travail d'équipe comprenant des étrangers et/ou des locaux, l'offre de service est disponible localement pour l'essentiel. Pour les autres types de missions un recours aux consultants individuels sera effectué.

Pour ce type de prestations, l'approche de gestion des contrats reposera sur une planification, une exécution, un suivi et une évaluation systématiques des activités permettant d'optimiser la performance tout en gérant les risques. Pour s'assurer que toutes les parties prenantes rempliront correctement leurs obligations, il est essentiel d'élaborer des plans de gestion et d'exécution des contrats contenant les informations suivantes :

- Risques potentiels relevés :
  - la mauvaise qualité des études techniques : si elle n'est pas détectée et corrigée à temps, elle créera des problèmes dans la mise en œuvre des travaux conduisant à des recadrages ou des avenants ;
  - la faible implication de certains acteurs dans la mise en œuvre des activités, objet des contrats : une claire définition des rôles et responsabilités des différentes parties prenantes devra permettre un franc jeu de rôles ;
  - sécurité des prestataires : malgré l'apparente accalmie dans la zone d'intervention du programme, des risques d'incursion d'hommes armés ne sont pas à négliger d'où la nécessité d'envisager des mesures sécuritaires conséquentes.
- Principaux contacts, rôles et attributions des parties :
  - Noms et coordonnées des principaux acteurs de chaque partie et l'assurance que chaque partie a dûment établi au préalable les autorisations et délégations de pouvoir nécessaires en faveur de son personnel garantissant la validité et l'applicabilité des décisions prises en vue des contrats ;

- La définition d'un mécanisme clair de communication et d'établissement des rapports : la désignation d'un point focal facilitera la remontée des informations et les échanges entre les parties ;

- Principales clauses, étapes et tâches du contrat:
  - Définition d'un chemin critique permettant de déceler et de résoudre rapidement les problèmes ;
  - Les modalités de paiement non contraignantes pour les prestataires ;
  - Le recensement et la description détaillée des activités et leur mise à jour compte tenu des aléas de l'exécution.
- Définition des indicateurs de performances du contrat : en guise d'indicateurs pour les études et le contrôle/surveillance des travaux, on peut retenir le respect du calendrier, la fourniture à date des rapports et leur acceptabilité, la qualité globale de la prestation.
- Dispositions relatives à l'archivage : tous les documents du processus de passation et d'exécution des contrats feront l'objet d'archivage systématique dans l'ordre de leur établissement.

Le suivi de l'exécution correct des contrats incombe à l'UNC qui a la responsabilité fiduciaire de la mise en œuvre du programme. Cependant, en vertu du décret N° 2023-0232/PT-RM du 07 avril 2023 fixant le cadre institutionnel de mise en œuvre des projets et programmes de transport et d'infrastructures de transport financés par la Banque Mondiale au Mali, l'UNC sera supervisée par la DGR et bénéficiera de l'accompagnement de tous les services techniques du département pour élaborer les TDR, apprécier le cours d'exécution des prestations, la pertinence et la qualité des rapports et le délai d'exécution des activités.

b) Les fournitures :

Il existe un nombre important de fournisseurs qui exercent sur le marché malien qui arrivent à fournir l'essentiel des besoins identiques à ceux prévus dans le Programme. Il s'agit de prestataires offrant des fournitures courantes comme le mobilier de bureau, le matériel bureautique, le matériel informatique les fournitures de bureau et le matériel roulant. Le recours aux fournisseurs étrangers pour des fournitures non disponibles localement ne pose pas de problèmes majeurs car il ne nécessite pas forcément une présence physique du personnel du prestataire.

Pour les fournitures, l'approche de gestion des marchés reposera sur une planification, une exécution, un suivi et une évaluation systématiques des activités permettant d'optimiser la performance tout en gérant les risques.

Pour s’assurer que toutes les parties prenantes rempliront correctement leurs obligations, il est essentiel d’élaborer des plans de gestion et d’exécution des marchés contenant les informations suivantes :

- Risques potentiels élevés :
  - le retard dans l’approbation/conclusion des marchés par l’autorité de tutelle faussant le calendrier d’exécution des activités, notamment le travail de l’UNC et des services partenaires ;
  - la mise en place des commissions d’évaluation, d’attribution des marchés et de réception des fournitures comprenant les représentants des bénéficiaires dans le délais souhaités ;
  - la mauvaise qualité des articles objet des marchés : la non présence dans la commission de personnes ressources ayant des compétences peut conduire à accepter des articles ne répondant pas aux spécifications techniques du marché ;
  - le retard dans la livraison des fournitures : il arrive fréquemment que le titulaire du marché ne respecte pas les délais de livraison plongeant l’UNC dans une situation inconfortable de non atteinte des objectifs du programme ;
- Principales clauses, étapes et tâches du marché :
  - Définition d’un chemin critique permettant de déceler et de résoudre rapidement les problèmes ;
  - Les modalités de paiement non contraignantes pour les fournisseurs ;
  - L’application stricte des dispositions du marché relative au non respect du délai de livraison.
- Définition des indicateurs de performances du marché : en guise d’indicateurs pour les fournitures, on peut retenir le respect du calendrier, le respect des spécifications techniques et la qualité globale des fournitures.
- Dispositions relatives à l’archivage : tous les documents du processus de passation et d’exécution des marchés feront l’objet d’archivage systématique dans l’ordre de leur établissement.

Le suivi de l’exécution correct des marchés incombe à l’UNC qui a la responsabilité fiduciaire de la mise en œuvre du programme. Cependant, en vertu du décret N° 2023-0232/PT-RM du 07 avril 2023 fixant le cadre institutionnel de mise en œuvre des projets et programmes de transport et d’infrastructures de transport financés par la Banque Mondiale au Mali, l’UNC sera supervisée par la DGR et bénéficiera de l’accompagnement de tous les services techniques du département pour définir les spécifications

techniques et participer aux commissions d'évaluation, d'attribution et de réception des fournitures, d'élaboration et de signature des procès-verbaux de réception.

c) Les Travaux :

Il existe au Mali un nombre suffisant d'entreprises de travaux publics qualifiées pour mener à bien les travaux de construction d'infrastructure routière, les bâtiments, les réseaux d'adduction d'eau potable, les puits, les parcs de vaccination, l'électrification, etc. Il en est de même pour les marchés d'aménagement des terrains tels que les jardins, la réalisation des bandes pare-feu, les routes rurales, etc. Il n'existe pas dans le Programme MALI-NSS, des types d'aménagement qui ne soient déjà réalisés par la DGR sous la tutelle du MTI. L'unité nationale de coordination du PROGRAMME MALI-NSS placée sous la tutelle de la DGR capitalise aussi une expérience dans la réalisation de la plupart des infrastructures à réaliser dans le cadre du programme. Fort de cette expertise, nous affirmons que les entreprises de travaux, intéressées par la réalisation des infrastructures du programme existent en nombre suffisant pour assurer la compétitivité pour tous les appels d'offres à venir.

Pour les travaux, l'approche de gestion des marchés reposera sur une planification, une exécution, un suivi et une évaluation systématiques des activités permettant d'optimiser la performance tout en gérant les risques. Pour s'assurer que toutes les parties prenantes rempliront correctement leurs obligations, il est essentiel d'élaborer des plans de gestion et d'exécution des marchés contenant les informations suivantes :

- Risques potentiels élevés :
  - le retard dans l'approbation/conclusion des marchés par l'autorité de tutelle faussant le calendrier d'exécution des activités, notamment le travail de l'UNC et des services partenaires ;
  - la mise en place des commissions d'évaluation, d'attribution des marchés et de réception des travaux réalisés comprenant les représentants des services techniques et des autorités locales dans le délai souhaité ;
  - la Capacité des entreprises retenues à exécuter des travaux de qualité dans les délais contractuels : la pertinence des critères de qualification doit permettre d'écarter les entreprises susceptibles de provoquer des situations de non-respect du calendrier et de qualité des travaux ;
  - les divergences entre les normes techniques découlant des études techniques et les études d'exécution des entreprises : la réalité du terrain met souvent en exergue certaines insuffisances des études techniques dont la correction s'impose pour avoir des ouvrages de qualité requise. Les réunions de chantier permettront de débattre en profondeur de ces cas et de prendre les décisions appropriées en terme de recadrage ou de conclusion d'avenants au marché ;

- le retard dans l'exécution des travaux : les parties doivent se concerter pour convenir des mesures permettant de résorber les retards ;
- sécurité des intervenants : malgré l'apparente accalmie dans la zone d'intervention du programme, des risques d'incursion d'hommes armés ne sont pas à négliger d'où la nécessité d'envisager des mesures sécuritaires conséquentes.

- Principales clauses, étapes et tâches du marché :
  - Définition d'un chemin critique permettant de déceler et de résoudre rapidement les problèmes ;
  - Les modalités de paiement non contraignantes pour les entreprises ;
  - L'application stricte des dispositions du marché relative au non respect du délai d'exécution des travaux.
- Définition des indicateurs de performances du marché : en guise d'indicateurs pour les travaux, on peut retenir le respect du calendrier, le respect des normes techniques et la qualité globale des ouvrages et infrastructures.
- Dispositions relatives à l'archivage : tous les documents du processus de passation et d'exécution des marchés feront l'objet d'archivage systématique dans l'ordre de leur établissement.

Le suivi de l'exécution correct des marchés incombe à l'UNC qui a la responsabilité fiduciaire de la mise en œuvre du programme. Cependant, en vertu du décret N° 2023-0232/PT-RM du 07 avril 2023 fixant le cadre institutionnel de mise en œuvre des projets et programmes de transport et d'infrastructures de transport financés par la Banque Mondiale au Mali, l'UNC sera supervisée par la DGR et bénéficiera de l'accompagnement de tous les services techniques du département pour définir les spécifications techniques et participer aux commissions d'évaluation, d'attribution et de réception des travaux, d'élaboration et de signature des procès-verbaux de réception.

5.31. Amélioration des corridors résistants au changement climatique (224,0 millions de dollars)

Cette composante se concentre sur la réhabilitation des sections critiques du corridor Nord Bamako-Dakar aux normes de résilience climatique, incluant le tronçon Diéma – Bougoutintin _76,85 km qui comprend la section du poste de péage/pesage à Diéma en 2x2 voies sur 7 km et le tronçon Bougoutintin - Sandaré _60,818 km, ainsi que la modernisation de l'infrastructure routière urbaine aux normes de résilience climatique avec 11 km de rues éclairées par l'énergie solaire et des systèmes de drainage à Diéma et à Sandaré. La composante comprendra également la

réalisation d'une aire de parking à Sandaré, la fourniture de deux pèse-essieux mobiles à Diéma. En outre, une aire de stationnement réservée aux poids lourds sera construite à Sandaré. Ces améliorations sont essentielles pour gérer efficacement le trafic des poids lourds, assurer la sécurité routière et prolonger la durée de vie des actifs routiers en réduisant les dommages causés par la surcharge.
Enfin, cette composante appuiera le développement d'études techniques et d'instruments conformes aux normes environnementales et sociales requises pour la réhabilitation résiliente des réseaux routiers clés du Mali, y compris la section de 400 km Douentza - Gao de la RN-16 et la section de 400 km Ségou-Sévaré de la RN-6, qui font partie du CRST.3

5.3.1.1 Réhabilitation résiliente des tronçons sélectionnés du corridor Bamako – Dakar par le nord (193,25 millions de dollars)

Il s'agira dans cette sous- composante d'assurer la réhabilitation des Tronçons Poste de péage - Diéma-Bougoutintin (76,85 km) y compris la section traversée Poste de péage - Diéma en 2x2 voies sur 7 km et Bougoutintin-Sandaré (60,818 km).
Une procédure d'appel d'offre international en deux enveloppes sans préqualification sera lancée pour sélectionner les entreprises de travaux qui auront en charge l'exécution de ces travaux en deux lots. Les contrats des travaux seront à prix unitaire avec révision de prix compte tenu du délai d'exécution des travaux relativement long.
La non-maîtrise des quantités à mettre en œuvre avant l'exécution des travaux oblige à mettre le contrat d'exécution des travaux à prix unitaire. Cette conditionnalité rassure les entreprises candidates à s'engager avec un prix de référence qui sera révisé pour les entreprises attributaires des marchés de travaux. L'inflation générée sur les prix des intrants dans les travaux est prise en charge au-delà des 18 premiers mois après le dépôt des offres par la révision des prix.

Pour assurer la maîtrise d'œuvre des travaux, il sera procédé à la sélection de deux maîtres d'œuvre dont un par section. Les services de consultant seront rémunérés au temps passé et la méthode de sélection sera « la Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût » SFQC.

5.3.1.2 Construction/Réhabilitation résiliente de poste de pesage/péage et parking pour poids lourds (10,85 millions de dollars)

Dans cette sous - composante, il s'agira de la réalisation de deux ouvrages et de leurs mises en service.

- Aménagement de poste de pesage/péage y compris la fourniture de deux pèse-essieux mobile (Diéma) :

Il sera procédé à la sélection d'une entreprise de travaux par appel d'offre national ouvert. Le contrat des travaux sera à prix unitaire.
Pour assurer la conception technique des ouvrages, la production du DAO et la production des spécifications techniques des fournitures, un consultant sélectionné. La maîtrise d'œuvre sera assurée par un consultant. Les deux consultants seront sélectionnés par la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) et le contrat du maître d'œuvre sera au temps passé.

- Aménagement d’un parking pour poids lourds dans la localité de Sandaré :

Il sera procédé à la sélection d’une entreprise de travaux par appel d’offre national ouvert. Le contrat des travaux sera à prix unitaire.
Deux bureaux d’études seront sélectionnés pour la conception technique des ouvrages et un maître d’œuvre, pour assurer le contrôle et la surveillance de l’exécution des travaux.
Pour la réalisation de telle infrastructures, il est toujours mieux de sélectionner un maître d’œuvre différent de l’ingénieur d’études. Cette pratique permet de corriger les éventuelles erreurs de conception par l’implication d’un autre spécialiste pour la mise en œuvre des ouvrages.
Ces consultants seront sélectionnés par la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) et le contrat du maître d’œuvre sera au temps passé. Pour l’ingénieur concepteur son contrat sera au forfait.

5.3.1.3 Aménagement de 11 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans les villes de Dièma et Sandaré (16,5 millions de dollars)

Les travaux de voirie avec éclairage public solaire des villes seront assurés par deux entreprise différentes, une entreprise par ville. Un appel d’offre international ouvert sans préqualification sera lancé pour le choix des entreprises. Les offres seront à deux enveloppes et les contrats à prix unitaire.
Un seul maître d’œuvre sera sélectionné pour assurer le contrôle et la surveillance des travaux. Son contrat sera au temps passé.

5.1.4 Réalisation d’études techniques et élaboration d’instruments des NES pour les tronçons Douentza- Gao (400 km) de la RN16 et Ségou – Sévaré (400 km) de la RN6 (3,4 millions de dollars)

Deux bureaux d’études, concepteurs seront sélectionnés pour assurer les études techniques complètes avec production des DAO des tronçons Douentza-Gao (400 km) de la RN16 et Ségou-Sévaré (400 km) de la RN6. La Sélection Fondée sur la Qualité et Coût sera utilisée et les contrats seront au forfait.

5.2. Aménagements connexes (10,52 millions de dollars)

5.2.1. Aménagement/réhabilitation d’infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, gares routières, centres pour handicapés et de forages ; ainsi que des centres multifonctionnels/unités de transformation des produits agricoles et d’élevage (UTA) et équipements de conservation pour les femmes

Les entreprises de travaux pour les aménagements des pistes auront en charge l’exécution des travaux d’aménagements connexes le long des pistés aménagées.
Cependant pour la conception technique des ouvrages, le contrôle et la surveillance, un consultant sera sélectionné par la SFQC.

5.2.2. Aménagement de 200 km de pistes rurales

Compte tenu de la position géographique des pistes, les 200 km de pistes rurales seront répartis en plusieurs lots, chaque lot de piste sera aménagé avec les aménagements connexes y afférents. L’appel d’offre sera un AON ouvert pour le choix des entreprises de travaux.

Un consultant sera sélectionné pour les études techniques complètes des pistes avec production de DAO, il en sera de même pour le contrôle et la surveillance des travaux d'aménagement des pistes rurales.

V. RESUME DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT EN PASSATION DES MARCHES

Au vu de ce qui précède, on peut conclure que l'environnement national et international est globalement favorable pour les acquisitions des fournitures, les travaux et services destinés à la mise en œuvre du programme. En effet, le marché national est en mesure de répondre aux besoins en matière d'acquisition de biens et services qui seront achetés selon les procédures en vigueur. Ce marché national n'est toutefois pas fermé au marché sous-régional et international.

Les acquisitions seront exécutées conformément au « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » Juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Février 2025 de la Banque mondiale et à la réglementation nationale sous réserve du respect des dispositions du paragraphe 5.4 dudit Règlement.

La stratégie de passation des marchés ainsi élaborée permettra l'acquisition de biens et services en qualité et dans le temps en vue de l'atteinte des objectifs du programme. De plus, la PPSD sera mise à jour régulièrement, au moins une fois par an, pour refléter les changements dans le contexte du programme, les leçons apprises et les nouvelles exigences de la Banque mondiale.

Les activités qui seront exécutées dans le cadre du programme ne sont pas définitivement déterminées avec exactitude. La stratégie a été rédigée sur la base de besoins connus à ce stade de préparation du Programme.

No	Libellé du marché	Type	Montant US$	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
COMPOSANTE 1 : Aménagement Résilient des corridors (224 millions de dollars)								
Sous- composante 1.1 : Réhabilitation résiliente des tronçons sélectionnés du corridor Bamako -Dakar par le nord (193,25 millions de dollars)								
1.1.1	Travaux de réhabilitation du Tronçon Poste de péage - Diéma-Bougoutintin (76,85 km) y compris la section traversée Poste de peage - Diéma en 2x2 voies sur 7 km	Travaux	94,652,695	AOI	Ouvert, international à deux enveloppes sans préqualification	Priori	Prix unitaire	Offre la mieux-disante
1.1.2	Travaux de réhabilitation du tronçon Bougoutintin- Sandaré (60,818 km)		78,924,642				Prix unitaire	Offre la mieux-disante
1.1.3	Contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation Diéma - Bougoutintin (69,85 km) plus la traversée de Diéma en 2x2 sur 3 km	Consultant	4,000,000	SFQC	Ouverte, nationale sur la base d'une liste restreinte	Priori	Temps passé	Meilleur note combinée (T et F)
1.1.4	Contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation et de construction du tronçon Bougoutintin- Sandaré (60,818 km)	Consultant	4,000,000	SFQC	Ouverte, nationale sur la base d'une liste restreinte	Priori	Temps passé	Meilleur note combinée (T et F)
Sous-composante 1.2 : Construction/Réhabilitation résiliente de poste de pesage/péage et parking pour poids lourds (16,5 millions de dollars)								
1.2.1	Travaux d'aménagement du poste de pesage/péage y compris la fourniture de 2 pèses -essieux (Diéma)	Travaux	5,932,203	AON	Ouvert National	Posteriori	Prix unitaire	Offre la mieux-disante
1.2.2	Travaux d'aménagement d'un parking pour poids lourds dans la localité de Sandaré	Travaux	3,389,830	AON	Ouvert National	Posteriori	Prix unitaire	Offre la mieux-disante

No	Libellé du marché	Type	Montant US$	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
1.2.3	Etudes contrôle et surveillance des Travaux d'aménagement du poste de pesage/péage y compris la fourniture de 2 pèses -essieux (Diéma)	Consultant	847,458	SFQC	Ouverte, nationale sur la base d'une liste restreinte	Posteriori	Temps passé	Meilleur note combinée (T et F)
1.2.4	Etudes, contrôle et surveillance des Travaux d'aménagement d'un parking pour poids lourds dans la localité de Sandaré	Consultant	677,966	SFQC	Ouverte, nationale sur la base d'une liste restreinte	Posteriori	Temps passé	Meilleur note combinée (T et F)
Sous-composante 1.3 : Aménagement de 11 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans les villes de Diéma et Sandaré (16,5 millions de dollars)								
1.3.1	Travaux d'aménagement de 6,10 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans la ville de Diéma	Travaux	8,556,550	AON	Ouverte, internationale à deux enveloppes sans préqualification	Postériori	Prix Unitaire	Offre la mieux-disante
	Travaux d'aménagement de 5,400 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans la ville Sandaré		8,021,174				Prix Unitaire	Offre la mieux-disante
1.3.2	Contrôle et surveillance des Travaux d'aménagement de 11 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans les villes de Diéma et Sandaré	Consultant	2,542,373	SFQC	Ouverte, nationale sur la base d'une liste restreinte	Priori	Temps passé	Meilleur note combinée (T et F)
Sous-composante 1.4 : Réalisation d'études techniques et d'instruments des NES pour les tronçons Douentza-Gao (400 km) de la RN16 et le tronçon Ségou-Sévaré de la RN6 (3,4 millions de dollars)								
1.4.1	Etudes techniques complètes avec production du DAO des travaux de réhabilitation du tronçon Douentza – Gao (400 km) de la RN16	Consultant	1,700,000	SFQC	Ouverte, nationale, sur la base d'une liste restreinte	Postériori	Forfait	Meilleur note combinée (T et F)
1.4.2	Etudes techniques complètes avec production du DAO des travaux de	Consultant	1,700,000	SFQC	Ouverte, nationale, sur la base d'une liste	Postériori	Forfait	Meilleur note combinée (T

No	Libellé du marché	Type	Montant US$	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
	réhabilitation du tronçon Ségou – Sévaré (400 km) de la RN16				restreinte			et F)
COMPOSANTE 2 : Aménagements connexes (10,52 millions de dollars)								
Sous-composante 2.1 : Aménagement/réhabilitation d'infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, centres pour handicapés et de forages ; ainsi que centres multifonctionnels/unités de transformation des produits agricoles et d'élevage (UTA) et équipements de conservation pour les femmes (2,04)								
2.1.1	Travaux d'**Aménagement**/réhabilitation d'infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, centres pour handicapés et de forages ; ainsi que centres multifonctionnels/unités de transformation des produits agricoles et d'élevage (UTA) et équipements de conservation pour les femmes (Lots multiples) à intégrer dans les marchés de pistes rurales	Travaux	1,694,915	AON	Ouverte, national**e**	Postériori	Forfaitaire	Offre la mieux-disante
2.1.2	Etudes, Contrôle et Surveillance des Travaux d'**Aménagement**/réhabilitation d'infrastructures sociales, sanitaires, marchandes, centres pour handicapés et de forages ; ainsi que centres multifonctionnels/unités de transformation des produits agricoles et d'élevage (UTA) et équipements de conservation pour les femmes	Consultant	338,983	- SFQC	Ouverte, nationale sur la base d'une liste restreinte	Postériori	Forfait	Meilleur note combinée (T et F)
Sous – composante 2.2 : Aménagement de 200 km de pistes rurales								
2.2.1	Travaux d'aménagement de 200 km de pistes rurales dans les régions de	Travaux	7,796,610	AON	Ouverte, nationale	Postériori	Forfait	Offre la mieux-

No	Libellé du marché	Type	Montant US$	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
	Nioro et de Kayes en plusieurs lots							disante
2.2.2	Etudes complète avec production de DAO des Travaux d'aménagement de 200 km de pistes rurales dans les régions de Nioro et de Kayes	Consultant	169,492	SQC	Ouverte, nationale sur la base d'une liste restreinte	Postériori	Forfait	Meilleur Qualification
2.2.3	Contrôle et surveillance des travaux d'aménagement de 200 km de pistes rurales dans les régions de Nioro et de Kayes	Consultant	508,475	SQC	Ouverte, nationale sur la base d'une liste restreinte	Postériori	Forfait	Meilleur Qualification
Component 3 : Appui Institutionnel au Secteur Routier et Gestion de Projet								
Sous-composante 3.1 : Appui Institutionnel au Secteur Routier								
	Acquisition de matériel roulant pour l'UNC/MALI-NSS	Fourniture	1,008,	AON	Ouverte, nationale	Postériori	Forfait	Offre la mieux disante

PROCUREMENT PLAN **Mali : Mali Connectivity and Road Resilience Project (Mali-NSS)**

General Information

Country: Mali
Bank's Approval Date of the Original Procurement Pla 2025-03-18
Revised Plan Date(s): (comma delineated, leave blank 2026-09-28
Project ID: P507921
GPN Date: 2025-08-22
Project Name: Mali Connectivity and Road Resilience Project (Mali-NSS)
Loan / Credit No: IDA / V5320, IDA / 78130, IDA / 78140
Executing Agency(i Mali Connectivity and Road Resilience Program

WORKS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	High SEA/SH Risk	Procurement Document Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion
													Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned
ML-PACRIR-498550-CW-RFB / Travaux d'aménagement de 200 km de pistes rurales dans les régions de Nioro et de Kayes en plusieurs lots	IDA / 78130		A posteriori	Appel d'offres	Open - National	Single Stage - One Envelope	N		Demande d'offres - DTPM Petits travaux - (Processus à 1 enveloppe)	7,565,000.00	0.00	Annulé					2026-04-21		2026-04-26				2026-06-07		2026-07-07		2026-08-11		2027-02-07
ML-PACRIR-498552-CW-RFB / Travaux d'aménagement de 6,10 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans la ville de Diéma et de 5,400 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans la ville Sandaré	IDA / 78130		A priori	Appel d'offres	Open - International	Single Stage - Two Envelope	N		Demande d'offres - DTPM Travaux - Routes (Contrats routiers basés sur les résultats et les performances)	14,220,000.00	0.00	En cours d'examen					2025-09-17	2026-06-02	2025-10-02	2026-06-08			2025-11-21	2026-07-30			2026-03-10		2027-03-10
ML-PACRIR-498559-CW-RFB / Travaux d'aménagement du poste de pesage/péage y compris la fourniture de 2 pèses -essieux mobiles (Diéma) et d'un parking pour poids lourds dans la localité de Sand	IDA / 78130		A posteriori	Appel d'offres	Open - National	Single Stage - One Envelope	N		Demande d'offres - DTPM Petits travaux - (Processus à 1 enveloppe)	9,360,000.00	0.00	Annulé					2025-09-30		2025-10-10				2025-11-21		2025-12-21		2026-01-25		2026-09-22
ML-PACRIR-498258-CW-RFB / Travaux de réhabilitation du Tronçon Poste de péage - Diéma-Bougoutintin (69,85 km) et du tronçon Bougoutintin- Sandaré (60,818 km)	IDA / 78130		A priori	Appel d'offres	Open - International	Single Stage - Two Envelope	N		Demande d'offres - DTPM Travaux - Routes (Contrats routiers basés sur les résultats et les performances)	148,750,001.00	0.00	En cours d'exécution					2025-08-21	2026-02-16	2025-08-26	2026-02-25			2025-10-15	2026-05-13			2026-02-01		2029-01-16
ML-PACRIR-507385-CW-RFB / Travaux d'aménagement d'infrastructures socio économiques en lots multiples	IDA / 78130		A posteriori	Appel d'offres	Open - National	Single Stage - One Envelope	N		Demande d'offres - DTPM Petits travaux - (Processus à 1 enveloppe)	1,700,000.00	0.00	En attente d'exécution					2027-07-30		2027-08-09				2027-10-12		2027-11-24		2028-01-25		2028-09-11

GOODS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion	
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
ML-PACRIR-523291-GO-RFQ / Fourniture, installation et entretien des équipements du système solaire pour le compte de l'Unité Nationale de Coordination	IDA / 78130		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	143,328.00	0.00	Signé							2025-11-29	2026-04-24							2026-01-24	2026-07-14	2026-03-05	
ML-PACRIR-545932-GO-RFQ / Acquisition de logiciels et form sur les ALIZE pour INFP 3L et DGR 1 L HDM4 pour INFP 3 L et DGR 1 L trafic routier EMM2 1L pour BDR OPENPATHS 1L pour FER Micro Piste covadis Robot et Flowmaster 1L par logiciel DGR	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	413,179.00	0.00	En cours d'exécution							2026-05-10	2026-07-24							2026-08-02		2026-11-30	
ML-PACRIR-545728-GO-RFQ / Acquisition de biens pour l'Equipement et l'opérationnalisation du laboratoire géotechnique de l'INFP	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	100,000.00	0.00	En cours d'exécution							2026-05-05	2026-09-24							2026-07-09		2026-10-07	
ML-PACRIR-545700-GO-RFQ / Acquisition de drones d'inspection d'ouvrages d'art , d'un Géoradar de sol, appareils de comptage automatique de trafic, de GPS portable et ses accessoires et logiciel, de Sclérométre, de Deflectometre portable ou Plaque dynamique legere Minidyn BDR	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	294,194.00	0.00	En cours d'exécution							2026-07-05	2026-09-24							2026-09-18		2027-01-16	
ML-PACRIR-548430-GO-RFQ / Acquisition d'ordinateurs de Bureau et portables pour la BDR Base de Données Routières DGR et Fer Mali	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	25,000.00	0.00	En cours d'exécution							2026-06-02	2026-07-22							2026-08-21		2026-11-19	
ML-PACRIR-545784-GO-DIR / Acqusition de vidéosurveillance , de système de péage automatique et d'équipements de pesage FER MALI	IDA / 78140		A posteriori	Passation de marché de gré à gré	Direct - National		N	1,502,329.00	0.00	En cours d'exécution					2026-06-30	2026-03-30	2026-07-05	2026-05-14							2026-09-02		2026-12-31	
ML-PACRIR-567103-GO-RFQ / Fourniture d'équipements informatiques, réseaux, cyber sécurité	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	184,514.00	0.00	En attente d'exécution							2026-10-30								2027-01-29		2027-11-02	
ML-PACRIR-567277-GO-RFQ / Modernisation, intégration, de cybersécurité, de supervision, de sauvegarde et de continuité de service du système d'information de l'AGEROUTE	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	148,270.00	0.00	En attente d'exécution							2026-11-30								2027-02-25		2027-12-01	
ML-PACRIR-498590-GO-RFB / Acquisition de matériel roulant pour l'Unité Nationale de Coordination du Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (MALI-NSS	IDA / 78130		A posteriori	Appel d'offres	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	1,008,000.00	0.00	En attente d'exécution					2027-01-25		2027-02-01				2027-04-06		2027-05-19		2027-07-16		2028-01-21	

ML-PACRIR-548426-GO-RFB / Acquisition de véhicules dont 3 pick up pour les relevés de dégradation d'auscultation et les mesures d'UNI pour la BDR de 4 pick up pour la DGR et FER Mali et d'une camionnette nacelle pour la BDR	IDA / 78140		A posteriori	Appel d'offres	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	400,667.00	0.00	En attente d'exécution					2027-01-29		2027-02-05				2027-04-12		2027-05-26		2027-09-20		2028-06-27	
ML-PACRIR-545714-GO-RFQ / Déflectomètre à masse tombante,de Foreuse géotechnique et de Pénétromètre dynamique BDR	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	321,392.00	0.00	En attente d'exécution							2026-11-13								2027-02-25		2027-07-16	
ML-PACRIR-567268-GO-RFQ / Extension du Système Solaire Hybride — 120 kWh Stockage le renforcement de la salle serveur avec une capacité de stockage portée à 30 kWh & Puissance Crête Optimisée à 100 kWc	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	148,270.00	0.00	En attente d'exécution							2026-10-22								2027-01-21		2027-07-26	
ML-PACRIR-567241-GO-RFQ / Téléphonie IP, visioconférence, vidéosurveillance IP et infrastructure de câblage structuré	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	130,148.00	0.00	En attente d'exécution							2026-11-06								2027-02-05		2027-11-09	
ML-PACRIR-575113-GO-RFQ / Acquisition d'équipements informatiques et logiciels pour la DGT	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	24,712.00	0.00	En attente d'exécution							2026-12-04								2027-03-03		2027-07-22	
ML-PACRIR-575114-GO-RFQ / Acquisition de moyens logistiques pour la DGT	IDA / 78140		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	98,847.00	0.00	En attente d'exécution							2027-02-18								2027-05-13		2027-11-16	

NON CONSULTING SERVICES

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion	
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual

CONSULTING FIRMS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Terms of Reference		Expression of Interest Notice		Short List and Draft Request for Proposals		Request for Proposals as Issued		Opening of Technical Proposals / Minutes		Evaluation of Technical Proposal		Combined Evaluation Report and Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
ML-PACRIR-456713-CS-QCBS / Sélection d'un consultant pour les études techniques APS APD avec production de DAO de la route Kolokani Djidéni	IDA / V5320		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		169,492.00	0.00	En cours d'exécution	2025-03-20	2025-03-18	2025-04-10	2025-04-17	2025-05-24	2025-06-17			2025-06-21	2025-07-17	2025-07-21	2025-08-15	2025-08-25	2025-11-04	2025-09-29		2026-01-27	
ML-PACRIR-456766-CS-CQS / Sélection d'un consultant pour l'audit technique des travaux	IDA / V5320		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		84,746.00	0.00	Annulé	2025-04-14	2025-07-29	2025-05-05	2025-09-26	2025-06-18	2025-12-03							2025-07-18		2025-08-22		2025-10-21	
ML-PACRIR-456780-CS-CQS / Sélection d'un consultant pour l'élaboration du manuel d'exécution du projet PACRIR	IDA / V5320		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		67,797.00	0.00	Annulé	2025-04-10		2025-05-01		2025-06-14								2025-07-14		2025-08-18		2025-11-16	
ML-PACRIR-498575-CS-QCBS / Contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation Diéma -Bougoutintin (69,85 km) plus la traversée de Diéma en 2x2 sur 3 km	IDA / 78130		A priori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - International		4,000,000.00	0.00	En cours d'exécution	2025-07-17	2025-08-13	2025-08-07	2025-08-28	2025-09-20	2026-02-19			2025-10-18	2026-05-13	2025-11-17	2026-06-17	2025-12-22	2026-09-07	2026-01-26		2029-01-10	
ML-PACRIR-498573-CS-QCBS / Contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation et de construction du tronçon Bougoutintin- Sandaré (60,818 km)	IDA / 78130		A priori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - International		4,000,000.00	0.00	En cours d'exécution	2025-07-17	2025-08-13	2025-08-07	2025-08-28	2025-09-20	2026-02-19			2025-10-18	2026-05-13	2025-11-17	2026-06-17	2025-12-22	2026-09-07	2026-01-26		2029-01-10	
ML-PACRIR-503939-CS-QCBS / Sélection d'un consultant externe pour l'audit comptable et financier du Programme d'Amélioration de la Connectivité et de la Résilience des Infrastructures Routières au Mali (MALI-NSI) pendant les trois premières années	IDA / 78130		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		32,520.00	0.00	Signé	2025-09-02	2025-08-11	2025-09-23	2025-08-29	2025-11-06	2025-11-27			2025-12-04	2025-12-23	2026-01-03	2026-01-05	2026-02-07	2026-02-06	2026-03-14	2026-07-14	2027-03-14	
ML-PACRIR-498577-CS-QCBS / Contrôle et surveillance des Travaux d'aménagement de 11 km de voiries urbaines avec éclairage public solaire dans les villes de Diéma et Sandaré	IDA / 78130		A priori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		1,580,000.00	0.00	En cours d'exécution	2025-09-18	2026-02-10	2025-10-09	2026-02-24	2025-11-22	2026-06-17			2025-12-20	2026-07-21	2026-01-19	2026-09-03	2026-02-23		2026-03-30		2027-03-30	
ML-PACRIR-498583-CS-QCBS / Etudes techniques complètes avec production du DAO des travaux de réhabilitation du tronçon Douentza – Gao (400 km) de la RN16	IDA / 78130		A priori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		1,600,000.00	0.00	En cours d'examen	2026-06-30		2026-07-21		2026-09-03				2026-10-01		2026-10-31		2026-12-05		2027-01-09		2027-09-06	
ML-PACRIR-498585-CS-QCBS / Etudes techniques complètes avec production du DAO des travaux de réhabilitation du tronçon Ségou – Sévaré (400 km) de la RN6	IDA / 78130		A priori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		1,600,000.00	0.00	En cours d'examen	2026-06-30		2026-07-21		2026-09-03				2026-10-01		2026-10-31		2026-12-05		2027-01-09		2028-01-09	
ML-PACRIR-503938-CS-QCBS / Contrôle et surveillance des travaux d'aménagement de 200 km de pistes rurales dans les régions de Nioro et de Kayes	IDA / 78130		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		680,000.00	0.00	Annulé	2025-12-18	2026-06-22	2026-01-08		2026-02-21				2026-03-21		2026-04-20		2026-05-25		2026-06-29		2027-06-29	

ML-PACRIR-498589-CS-CQS / Etudes complète avec production de DAO des Travaux d' aménagement de 200 km de pistes rurales dans les régions de Nioro et de Kayes	IDA / 78130		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		255,000.00	0.00	Annulé	2026-01-15	2026-06-22	2026-02-05		2026-03-21								2026-04-20		2026-05-25		2026-11-21	
ML-PACRIR-498587-CS-QCBS / Etudes contrôle et surveillance des Travaux d'aménagement du poste de pesage/péage y compris la fourniture de 2 pèses -essieux mobiles (Diéma)	IDA / 78130		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		650,000.00	0.00	En cours d'exécution	2025-09-11	2026-05-26	2025-10-02	2026-06-03	2025-11-15	2026-07-27			2025-12-13	2026-09-03	2026-01-12		2026-02-16		2026-03-23		2027-03-23	
ML-PACRIR-498584-CS-QCBS / Etudes, contrôle et surveillance des Travaux d'aménagement d'un parking pour poids lourds dans la localité de Sandaré	IDA / 78130		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		390,000.00	0.00	En cours d'exécution	2025-09-11	2026-02-26	2025-10-02	2026-05-04	2025-11-15	2026-07-09			2025-12-13	2026-08-05	2026-01-12	2026-08-26	2026-02-16		2026-03-23		2027-03-23	
ML-PACRIR-523294-CS-CQS / Recrutement d'un Consultant Individuel pour la mise en place d'un dispositif informatisé de Suivi Evaluation	IDA / 78130		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		65,898.00	0.00	Signé	2025-11-28	2025-11-13	2025-12-19	2026-01-06	2026-02-01	2026-01-15							2026-03-03	2026-05-13	2026-04-07	2026-07-14	2026-06-06	
ML-PACRIR-545787-CS-CQS / Recrutement d'un consultant pour l'élaboration et la validation des référentiels de formation pour les professions Chef et surveillant de chantier INFP BTP	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		22,167.00	0.00	En cours d'exécution	2026-04-27	2026-04-27	2026-05-18	2026-05-22	2026-07-01	2026-08-04							2026-07-31		2026-09-23		2026-12-22	
ML-PACRIR-545782-CS-CQS / Recrutement d'un consultant pour l'élaboration et la validation des référentiels de formation pour les professions opérateur de laboratoire géotechnique INFP BTP	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		22,167.00	0.00	En cours d'exécution	2026-04-27	2026-04-27	2026-05-18	2026-05-22	2026-07-01	2026-07-29							2026-07-31		2026-09-28		2026-12-27	
ML-PACRIR-545709-CS-CQS / Recrutement d'un consultant pour l'élaboration et la validation des référentiels de formation pour les professions : gestion logistique et transport INFP BTP	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		22,167.00	0.00	En cours d'exécution	2026-04-27	2026-04-27	2026-05-18	2026-05-12	2026-07-01	2026-06-19							2026-07-31		2026-09-13		2026-12-12	
ML-PACRIR-545723-CS-CQS / Recrutement un consultant pour élaboration des nouveaux modules de formation sur la gestion de la securite sur les chantiers des travaux, les aspects sociaux, environnementaux et le changement climatique INFP BTP	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		16,667.00	0.00	En cours d'examen	2026-05-12	2026-09-24	2026-06-02		2026-07-16								2026-08-15		2026-09-28		2026-11-27	
ML-PACRIR-555337-CS-CQS / Sélection d'un consultant pour l'évaluation du plan d'action 2021-2025 (1ère génération) et a l'élaboration du second plan quinquennal 2026-2030 (2ème génération) de la stratégie nationale de sécurité routière	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		115,322.00	0.00	En cours d'exécution	2026-06-25	2026-09-10	2026-07-16		2026-08-29								2026-09-28		2026-11-02		2027-05-01	
ML-PACRIR-555323-CS-CQS / Sélection de consultant pour la mise en place d'un système de vidéoverbalisation dans le cadre du Projet Mali Nafa Soro Siraw pour le compte de l'ANASER	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		82,990.00	0.00	En cours d'examen	2026-09-16	2026-09-22	2026-10-07		2026-11-20								2026-12-20		2027-01-24		2027-04-24	
ML-PACRIR-555343-CS-CQS / Sélection de consultant pour le développement d'un outil de collecte et de gestion des données d'accidents de la route intégrant des fonctionnalités de cartographie et de géolocalisation dans le cadre de Mali-NSS pour le compte de	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		66,722.00	0.00	En cours d'examen	2026-11-05	2026-09-10	2026-11-26		2027-01-09								2027-02-08		2027-03-15		2027-09-11	
ML-PACRIR-555338-CS-QCBS / Sélection d'une ONG locale chargée de la mise en œuvre des activités VBG/EAS/HS dans la zone d'intervention du projet	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		320,265.00	0.00	En cours d'exécution	2026-07-08	2026-06-17	2026-07-29	2026-08-03	2026-09-11	2026-08-19			2026-10-09		2026-11-08		2026-12-13		2027-01-17		2031-01-16	
ML-PACRIR-559534-CS-QCBS / Etudes techniques complètes de 400 km de pistes rurales, Contrôle et surveillance des travaux d'aménagement de 200 km dans les régions de Kayes et Nioro du Sahel dans le cadre du Projet Mali NSS.	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		935,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-06-30	2026-06-23	2026-07-21	2026-07-17	2026-09-03	2026-09-24			2026-10-01		2026-10-31		2026-12-05		2027-01-18		2027-12-02	
ML-PACRIR-567108-CS-CQS / Mise à jour du progiciel HIBTP, renforcement de l'archivage électronique et accompagnement à la dématérialisation des processus métiers de l'AGEROUTE	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Limited - International		70,840.00	0.00	En cours d'exécution	2026-08-25	2026-09-07			2026-09-16								2026-10-30		2026-12-23		2028-04-04	
ML-PACRIR-567568-CS-CQS / Audit des conventions pluriannuelles de l'Ageroute	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		98,847.00	0.00	En cours d'exécution	2026-08-28	2026-09-07	2026-10-01	2026-09-18	2026-12-08								2027-01-27		2027-03-18		2027-09-22	
ML-PACRIR-548433-CS-QCBS / Etude technique d'auscultation des ouvrages d'art, en y intégrant des mesures de résilience climatique DGR	IDA / 78140		A priori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - International		1,013,333.00	0.00	En attente d'exécution	2026-10-30		2026-12-03		2027-02-11				2027-03-24		2027-05-11		2027-07-08		2027-10-27		2028-08-03	
ML-PACRIR-507388-CS-QCBS / Etudes Contrôle et Surveillance des travaux d'aménagement connexes	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		300,000.00	0.00	En attente d'exécution	2027-03-03		2027-04-06		2027-06-11				2027-07-27		2027-09-10		2027-11-02		2027-12-30		2029-05-10	

ML-PACRIR-575116-CS-CQS / Sélection d'un consultant pour la mise en place de la base de données pérenne pour la DGT	IDA / 78140		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		49,423.00	0.00	En attente d'exécution	2026-12-05		2027-01-11		2027-03-16								2027-04-30		2027-06-25		2028-03-30	

INDIVIDUAL CONSULTANTS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Terms of Reference		Invitation to Identified/Selected Consultant		Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
ML-PACRIR-456793-CS-INDV / Sélection d'un consultant individuel pour la revue ou l'actualisation des études géotechniques de la route Djidiéni Diéma et Diéma Sandaré	IDA / V5320		A posteriori	Individuel	Open - National		84,746.00	0.00	Signé	2024-10-31	2024-10-22	2024-12-19	2025-01-08	2025-01-22	2025-01-22	2025-02-26	2025-03-06	2025-04-27	
ML-PACRIR-456791-CS-INDV / Sélection de consultant individuel pour la revue ou l'actualisation des études hydrauliques de la route Djidjéni Diéma et Diéma Sandaré	IDA / V5320		A posteriori	Individuel	Open - National		84,746.00	0.00	Signé	2024-10-31	2024-10-22	2024-12-19	2025-01-08	2025-01-20	2025-01-22	2025-02-24	2025-03-06	2025-05-25	
ML-PACRIR-479891-CS-INDV / Sélection de consultant individuel pour la revue ou l'actualisation des études routières de la route Djidjéni Diéma et Diéma Sandaré	IDA / V5320		A posteriori	Individuel	Open - National		84,746.00	0.00	Signé	2024-10-31	2024-10-22	2025-01-08	2025-02-14	2025-01-29	2025-02-25	2025-03-24	2025-04-10	2025-06-22	